



Commémoration du 150^e anniversaire du général Henri Guisan

pages 10-11



Cdmt Cyber
Interview du div
Simon Müller

6



Interviews croisés
Jean-Luc Addor et
Gerhard Andrey

14



Pagina italiana
Finanze dell'esercito:
UNIRE LE FORZE!

26

Un PPDC nommé sécurité

Or donc voilà que, en ces premières semaines de 2024, un PPDC (ou plus petit dénominateur commun, si vos souvenirs de maths s'estompent...), un PPDC me semble traverser notre actualité: la sécurité, notre sécurité!

- J'en veux pour preuve les récentes discussions parlementaires autour du budget de notre Armée et les explications chaotiques données à l'opinion publique par les pouvoirs politique et militaire...
- J'en veux pour preuve les négociations aujourd'hui relancées à Bruxelles entre l'Union Européenne et la Confédération, au bénéfice d'un mandat qui, dans notre pays, marche déjà sur une jambe...
- J'en veux pour preuve le verdict de nos concitoyennes et concitoyens, le 3 mars dernier, imposant à notre AVS le versement d'une 13^e rente: un verdict, certes sans appel, mais de nature à fragiliser les relations intergénérationnelles...
- J'en veux encore pour preuve une ambiance antisémite semblable à un feu qui couve et dont, parfois, jaillissent de dangereuses étincelles. Un antisémitisme qui par ailleurs n'a guère à envier à d'autres ressentiments malsains comme le racisme, l'homophobie ou les harcèlements...

• Et j'en veux aussi pour preuve les tensions engendrées par la guerre en Ukraine ou celle au Proche-Orient comme les incertitudes autour de grandes élections dans la Fédération de Russie et aux États-Unis d'Amérique...

Bref, tout notre environnement, proche ou lointain, toutes nos actualités ne parlent que de sécurité. Respectivement d'insécurité. Alors les voix s'élèvent pour résoudre la question, à l'image d'un drapeau bien frivole: c'est noir ou blanc. Les opinions sont tranchées et le consensus devient quasi mission impossible.

Mais voilà, et très modestement dit, cela fait quinze ans maintenant que **Nam** vous le dit. Oui, car une plongée dans les archives de notre quinquagenaire de magazine me fait découvrir une rubrique «Or donc...» parue dans le numéro 8-9 de... 2009! Il vaut la peine de relire ces lignes:

«Et l'on nous permettra de parodier Georges Clemenceau et sa phrase historique de 1886, «La guerre! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires». La sécurité n'est pas (uniquement) l'affaire de la Défense. La sécurité du pays et de sa population est l'affaire de tous. Et la sécurité n'est pas uniquement militaire: elle est économique, sociale, culturelle. La sécurité touche à la santé, à la

formation et à l'emploi, au bien-être dans les loisirs, aux déplacements dans les transports publics, pour ne citer que quelques exemples spontanément venus à l'esprit. Bref, la dimension militaire de la sécurité n'est qu'une facette au milieu de beaucoup d'autres.»



Et le chroniqueur (*) de poursuivre: «La sécurité est multiple, elle est l'affaire de tous» (...) «Il n'y a malheureusement qu'un seul problème. Ces (...) dossiers n'intéressent peu ou prou. Et les seuls politiciens à s'en être emparés, le font avec une démagogie et un populisme qui confinent à l'indécence.»

En 2009, l'appel était lancé. Oh! certes, au travers d'une petite chronique dans un grand magazine. Mais depuis 2009, qu'avons-nous fait? Force nous est de constater, rien.

A quand donc l'électrochoc salutaire? Il se fait vraiment attendre... Pourtant, à l'heure du «tout à l'électrique», pareille décharge devrait être facile... Et qu'importe qu'elle nous vienne de l'eau, du soleil, du vent, de la biomasse ou même du nucléaire!

Jean-Luc Piller

PS Cette colonne a été rédigée le 19 mars 2024.

(*)... toujours le même!

Sierre: le CdA face aux acteurs valaisans de l'économie

Une capacité de défense à renforcer

Jamais nous n'aurions pensé le Canton de Vaud aussi influent... Voilà que, vendredi 8 mars dernier, il a réussi à imposer au Canton du Valais son trop fameux «quart d'heure vaudois»... C'était à Sierre, à l'heure où le Divisionnaire Mathias Tüscher, Commandant de la Division territoriale 1 accueillait le Chef de l'Armée (CdA). Un Commandant de corps Thomas Süssli venu à la rencontre des acteurs valaisans de l'économie.



Le Commandant de corps Thomas Süssli à Sierre.

Equipé de sa tablette et dans un parfait français fédéral, le Chef de l'Armée a martelé son discours aux 150 personnes présentes au Swiss Digital Center: «à l'heure du chan-

d'époque que nous vivons, notre armée doit se réorienter et nous devons renforcer notre capacité de défense» a insisté le Commandant de Corps Thomas Süssli. Sans nullement vouloir critiquer les raisons qui ont conduit, ces décennies précédentes, à un affaiblissement de notre armée de milice, le Chef de l'Armée (CdA) a reconnu qu'aujourd'hui les matériels à disposition ne permettent que d'assurer la formation des troupes. L'artillerie actuelle sera hors service ces toutes prochaines années et seul un tiers des troupes au sol sont équipées!

«La milice a soutenu l'armée ces dernières années» a commenté le Commandant de corps Süssli ajoutant à l'adresse des participants.e.s: «si vous croisez un ou une militaire en uniforme, n'oubliez pas de lui dire merci!» Mais malgré tout, «notre capa-

cité à durer est limitée» a précisé le CdA. Refusant d'aborder les questions financières - «ce n'est pas mon rôle de critiquer les budgets» - le CdA a néanmoins expliqué que le report décidé par le Parlement d'octroyer à la défense le 1% du budget de la Confédération dès 2035 seulement et non 2030 comme initialement décidé, aura des conséquences: «le renforcement de notre capacité de défense ne pourra être mis en œuvre qu'en 2040!».

Mais en conclusion, le Commandant de corps Thomas Süssli s'est voulu optimiste: «Il n'est pas trop tard, mais il nous faut de l'argent!» Message certainement au moins entendu par un public acquis à la cause.

«Vulgariser, un devoir politique»

Autres intervenants de ce lunch: le Divisionnaire Mathias Tüscher a souligné «l'ancrage régional très fort» de sa Division territoriale 1 en Suisse romande comme le rôle essentiel de ses sept états-majors cantonaux de liaison territoriale dans des engagements au profit de manifestations civiles diverses comme en cas de catastrophes naturelles, par exemple les feux de forêt en juillet dernier dans le Haut-Valais.

De son côté, le Grand Baillif a exhorté le public à faire de la publicité pour la plus-value que peut apporter l'armée à l'économie civile. Citant son exemple personnel (un service long qui lui a permis de financer ses études à Changins), Mathias Delaloye, Président du Grand Conseil, a dit «merci» à l'armée. Et d'ajouter, «c'est pour nous, un devoir politique que de vulgariser cette plus-value».

Jean-Luc Piller

Sommaire

Photo de première

Commandant en chef de l'armée suisse, Henri Guisan naquit le 21 octobre 1874. Un siècle et demi plus tard, des successeurs se remémorent les actions du personnage, et les citent en exemple.

Souvenir 5

Le message du président de l'ASSO, janvier 1974.

Message de l'armée 2024 8

Les Conseil fédéral présente les valeurs sibles.

Police militaire 9

Conférence à Paudex.

Exercices internationaux 12

Le Conseil fédéral a approuvé le programme 2024 des exercices relatifs à la coopération militaire internationale en matière d'instruction. Programme détaillé.

F-5 Tiger 16

l'ASM dit stop à la mise hors service des F-5 Tiger.

Div ter 1 17

Retrouvaille pour l'amicale des anciens.

Indépendance vaudoise 19

Commémoration à Lausanne avec la SVO.

KFOR 21

La Suisse reprend les rênes de la compagnie de transport.

Le sous-officier 23

Avec les Vétérans et les sections de Genève, Yverdon et environs et l'ASSO-Vaud.

Nam SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «**Nam** - Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 3626 exemplaires adressés personnellement.
Tirage imprimé: 4000 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Intégrer les femmes de manière conséquente et durable dans la politique de sécurité



A l'occasion de la Journée internationale de la femme d'aujourd'hui, l'Association des sociétés militaires suisses (ASM) demande au Conseil fédéral et au Parlement de mettre rapidement en œuvre la journée d'information obligatoire pour les citoyennes suisses. Au vu de la dégradation de la situation géopolitique et européenne en matière de sécurité, il n'a jamais été aussi important d'impliquer les femmes de manière conséquente et durable dans la politique de sécurité du pays.

La situation sécuritaire se détériore de plus en plus, y compris pour l'Europe. Pour l'ASM, il est donc clair que la politique de sécurité de la Suisse est un thème central pour tous nos citoyens. Une journée d'information est pour la plupart d'entre eux le premier contact avec l'armée suisse, la protection civile et la politique de sécurité en général et leur sert de point de départ pour leur montrer les possibilités et les chances d'une carrière militaire.

La journée d'information doit être obligatoire pour les deux sexes

La journée d'information sert à fournir aux citoyens suisses des informations de première main sur la politique de sécurité de la Suisse et de l'armée et à leur montrer les possibilités de participation. Les hommes ont toujours été obligés d'y participer, tandis que les femmes peuvent le faire volontairement. Toutefois, très peu de femmes en font usage.

«En parlant de mon expérience avec d'autres femmes, j'entends souvent: si seulement j'avais su cela plus tôt, j'aurais volontiers fait du service», déclare le sergent-major chef Nicole Sejk. Les femmes ratent de nombreuses occasions de découvrir un nouveau métier, de se perfectionner et, le cas échéant, d'acquérir de l'expérience en matière de conduite tout en apportant une précieuse contribution à la sécurité du pays, tout simplement parce qu'elles n'ont pas été suffisamment informées. Les femmes sont les bienvenues dans tous les domaines de l'armée, en particulier dans les activités hors du service.

La journée d'information est la bonne direction - le rythme doit être accéléré

Certains projets dans ce domaine ont déjà été lancés avec succès. Le canton d'Argovie a introduit une journée d'orientation obligatoire en 2023. Il y a quelque temps, la cheffe du DDPS, Viola Amherd, s'est également prononcée sans équivoque en faveur de l'introduction d'une journée d'orientation obligatoire pour les femmes. L'ASM la soutiendra activement dans cette démarche.

Pour l'ASM, une chose est claire: la direction prise en ce qui concerne la journée d'orientation obligatoire pour les femmes est la bonne, mais il faut maintenant accélérer le rythme! Le Conseil fédéral et le Parlement ont la responsabilité d'ancrer rapidement au niveau fédéral la journée d'orientation obligatoire comme l'une des mesures prioritaires en faveur de l'amélioration de la sécurité et de l'égalité.

Sgtn chef, Nicole Sejk
Membre du comité de l'ASM

Demande des sociétés de milice:

Une union des forces pour les finances de l'armée

Les dernières semaines, le chef de l'armée, le commandant de corps Thomas Süssli, a eu raison de secouer l'opinion publique et d'exposer de manière plausible le déficit de financement de l'armée, déjà suffisamment connu depuis janvier 2023. L'ASM – et avec elle les sociétés de milice – a également mis en garde il y a un an déjà contre les graves conséquences pour l'armée et donc pour la sécurité du pays si le budget n'est pas augmenté à 1% du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2030, mais seulement d'ici 2035. L'ASM demande maintenant que toutes les forces politiques conscientes de leurs responsabilités se serrent les coudes pour une sécurité crédible.

Rien que pour les années 2025 à 2027, il manque CHF 1,4 milliard pour pouvoir payer les crédits d'engagement des années précédentes. Mais bien pire encore: avec l'extension de l'augmentation du budget à 1 pour cent du PIB à 2035 au lieu de 2030 déjà, il manquera irrévocablement CHF 11,7 milliards à l'armée pour les investissements nécessaires de toute urgence et pour retrouver sa capacité de défense. Conséquence: l'armée ne sera pas en mesure de se défendre au cours des 15 prochaines années. Dès 2030, les Forces terrestres risquent en outre de disparaître, car l'artillerie et les chars de combat ne pourront pas être renouvelés à temps. Que faut-il faire ?

ASM pour une union des forces

Pour l'ASM, en raison de l'urgence en matière de politique de sécurité – en fait, il est déjà trop tard – il n'y a qu'une seule

solution qui mène au but: les forces politiques conscientes de leurs responsabilités – c'est-à-dire le Centre, le PLR, l'UDC et les PVL – doivent maintenant s'unir et trouver rapidement une solution de financement commune – le mieux et le plus simple serait de revenir à la décision initiale du Parlement d'augmenter les dépenses de l'armée à 1 pour cent du PIB au plus tard en 2030.

Audition de l'ASM devant la CPS-CE

L'ASM a eu l'occasion de prendre position de manière claire et sans équivoque sur le message sur l'armée 2024 et sur les finances de l'armée lors de l'audition devant la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats (CPS-CE) le 21 mars 2024 au Palais fédéral de Berne. L'ASM est prudemment optimiste quant au fait que le Parlement reprenne les recommandations de l'ASM et qu'une solution soit

trouvée en 2024 pour augmenter le budget de l'armée. La défense nationale est le but initial de l'État fédéral. Compte tenu de la menace d'une extension de la guerre en Europe, une armée qui fonctionne est d'une importance existentielle. L'armée doit impérativement pouvoir remplir sa mission principale de «défense». Or, le Conseil fédéral semble accorder plus d'importance à d'autres tâches de l'État qu'à la sécurité du pays. Il s'agit là d'une fixation des priorités très dangereuse. L'ASM appelle donc le Parlement à assumer sa coresponsabilité pour la sécurité de la Suisse. L'armée a besoin de toute urgence de beaucoup plus de ressources financières pour que la Suisse redevenue un pays militairement fort et respecté.



Nouveau vice-président de l'ASM!

Je profite de l'occasion pour vous informer que le comité de l'ASM a désigné un nouveau vice-président pour



la Suisse alémanique en la personne du colonel **Toni Frisch**. Il remplace le colonel Alexander Krethlow. Le colonel Toni Frisch est déjà membre du comité de l'ASM et représente à ce titre l'Association suisse des sous-officiers (ASSO). Avec Toni Frisch, ancien chef de la DDC, c'est une personne expérimentée en matière de direction, compétente, disposant d'un bon réseau et très respectée en Suisse et à l'étranger. Le colonel Frisch a fait son baptême du feu avec bravoure le 21 mars 2024 lors de la CPS-CE.
Colonel EMG Stefan Holenstein,
Président de l'ASM

L'armée renonce à «AirSpirit 24» et «DEFENSE 25»

Un signal très inquiétant !

Compte tenu de la situation financière tendue, le DDPS a décidé à la fin du mois de janvier 2024 de renoncer de manière totalement inattendue à ses grandes manifestations de l'armée prévues, à savoir «AirSpirit 24» des Forces aériennes en août 2024 et «DEFENSE 25» des Forces terrestres l'année prochaine. Du point de vue de l'ASM, le renoncement à ces manifestations publiques importantes et représentatives de l'armée envoie un signal très inquiétant, compte tenu également de la situation menaçante en matière de politique de sécurité en Europe.

Comme le DDPS l'indique à juste titre dans son communiqué du 26 janvier, de telles manifestations publiques sont d'une importance capitale pour l'armée. Elles sont très appréciées de la population, car elles documentent bien les performances et – ce qui est particulièrement important pour une armée de milice – la visibilité de la propre troupe. Ces manifestations permettent de consolider la confiance, la réputation et le respect de l'armée au sein de notre population. Ces

exercices d'économie sont toutefois d'un montant si faible que l'argent économisé ne suffirait même pas à acheter un vieil avion de combat F-5 Tiger. C'est très inquiétant. A cela s'ajoute le fait que les organisations suisses de milice – sociétés de sous-officiers, d'officiers et de spécialistes militaires – ne se sentent pas prises au sérieux par le DDPS avec un tel «frein aux économies» pour leur propre engagement, immense et gratuit, tout au long de l'année. Ce n'est pas la première

fois! Ce sont en effet les sociétés militaires susmentionnées qui, par leurs multiples activités hors du service, s'engagent quotidiennement au plus près de la population pour l'armée de milice et une défense nationale crédible. Les meetings aériens et autres manifestations similaires organisés par l'armée soutiennent encore davantage ce travail de milice.

Le peuple a le droit de voir son armée

Bien entendu, l'ASM est consciente de la situation financière tendue et des possibles problèmes de liquidités de l'armée, surtout en raison de l'augmentation insuffisante du budget de l'armée par le Parlement en décembre 2023. Mais il n'en reste pas moins que chaque franc économisé pour les apparitions publiques diminue la visibilité de l'armée. Or, le peuple suisse a le droit de voir l'armée dans la mesure du possible et d'y avoir un accès facile. C'est justement dans le débat budgétaire actuel que l'armée a besoin du soutien des Suisses. La voie choisie par le DDPS, qui consiste à renoncer à ces manifestations, est donc erronée et nécessite un retour rapide en arrière.

Colonel EMG Stefan Holenstein,
Président de l'ASM

Nam

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires
et Organe officiel des Associations et
sections de Suisse romande et du Tessin,
de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 5 fois par an (4 numéros doubles)

Tirage contrôlé: 3 626 exemplaires

Tirage imprimé: 4 000 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue Nam – Notre Armée de milice
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch
Tél. 024 426 09 39

Administrateur – Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé
E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.–

Abonnement annuel: Fr. 47.– (y c. TVA 2,6%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice
Journal Nam, 1401 Yverdon-les-Bains
IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0
BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarifs d'insertion, couleurs comprises:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 2'500.–
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 1'300.–
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 700.–
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 380.–
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 200.–

Publicité sous texte (réclame) + 25%
Emplacement prescrit + 20%

Rabais de répétition: 4 x 5% - 6 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

PCL – Presses Centrales SA, 1020 Renens

Procédé d'impression: Format:
Offset, trame 80 lpcm, CTP 21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

Les parutions de la revue Nam

«Notre armée de milice»

Rédaction-administration:
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 4 numéros doubles

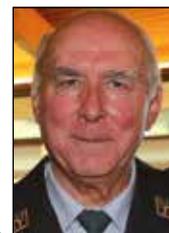
N° 1/2, N° 3/4, N° 5/6, N° 7/8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité
et la matière rédactionnelle.



Janvier 1974

Message du président central de l'ASSO



«Depuis la fondation de l'ASSO, ses membres ont toujours maintenu un lien entre eux, entre les comités de sections et entre le comité central par la publication de bulletins fort appréciés.

Le *Schweizer Soldat* est devenu depuis quelques années en quelque sorte l'organe officiel en langue allemande de l'ASSO.

Les sous-officiers de la Suisse romande et du Tessin possédaient aussi leur journal officiel qui paraissait dix fois l'an. Qu'il me soit permis de souligner ici tout ce que ce périodique a fait pour notre cause et de rappeler l'attachement dont il était l'objet. Et pourtant dès sa naissance ce journal n'eut guère la vie facile. Un membre de l'ASSO, M. René Gessler, imprimeur à Colombier s'était chargé de la rédaction et de l'impression du journal avec quel idéalisme continuant son œuvre malgré le déficit s'accumulant d'année en année (la publicité n'a jamais pu couvrir les frais d'impression). Mais cette situation financière ne peut tout de même pas durer à l'infini.

Un comité formé sous la direction du président de la commission presse et propagande de l'ASSO, l'adj sof Jean-Hugues Schulé, travailla à une nouvelle formule pour notre journal. (Tirage 14 000 exemplaires).

Feu vert donc au nouveau *Sous-officier romand et tessinois*, (devenu: *Notre armée de milice*) et félicitations aux réalisateurs pour l'excellent travail en collaboration avec la Conférence Romande et tessinoise de l'ASSO».

...«Un grand merci s'adresse à tous les anciens et nouveaux annonceurs de notre organe sans lesquels notre lien indispensable ne pourrait sortir de presse. Sans oublier nos généreux donateurs et fidèles abonnées et abonnés».

Pour terminer, je relèverai une phrase du colonel-divisionnaire (nous sommes en 1974, dsl) Jörg Zumstein prononcée dans son rapport de fin d'année: «Il serait souhaitable que le service de presse du DMF ait son propre organe d'information». «Je souhaite ardemment que le *sous-officier romand et tessinois* aide à combler ce vide...»

Adj sof Marcello De Gottardi

Bien entendu les propos de feu l'adj sof De Gottardi ont toujours une grande valeur et sont toujours d'actualité. Et pour ma part je remercie tous les comités successifs qui m'ont toujours apporté leur soutien, 50 ans, un sacré bail. Et je n'oublie pas nos fidèles soutiens financiers, les collaboratrices et collaborateurs et nos partenaires dévoués et consciencieux. Sans vous, sans eux, **Nam** n'aurait jamais passé le cap du 50^e anniversaire. L'Union fait la force, merci à chacune et chacun de continuer à nous aider!

Bien à vous.

Adj sof Jean-Hugues Schulé

**Merci de communiquer
vos changements
d'adresse à:**

info@revue-nam.ch

ou par courrier

**La Poste ne nous indiquant
plus les changements d'adresses**

Le Commandement Cyber

Un système nerveux central

Au-delà de votre smartphone ou de votre tablette, le cyberspace et l'espace électromagnétique comme les technologies de l'information et de la communication jouent aujourd'hui un rôle central pour exercer le pouvoir. Notre armée de milice n'y échappe pas! Chef du Commandement Cyber, le Divisionnaire Simon Müller a très volontiers répondu aux questions de **Nam** et nous présente l'organisation, les enjeux et les défis de son organisation.

Nam: «Le commandement cyber est le système nerveux central de l'armée» dit votre présentation sur la toile. Quelle est l'organisation de ce «nouveau» commandement?

Div Simon Müller: Le commandement Cyber, en tant que système nerveux central de l'armée, est responsable des technologies de l'information et de la communication (TIC) critiques pour l'engagement de l'armée; il permet la conduite de l'action en réseau de l'armée et de ses partenaires au sein du réseau national de sécurité et mène des actions dans l'espace cybernétique et électromagnétique (CYBEEM) selon les directives des échelons de conduite stratégique et opératif.

L'autoprotection de l'armée dans ces espaces d'action ainsi que le suivi permanent de la situation dans le CYBEEM font également partie des tâches du commandement, afin de compléter l'image globale de la situation de l'armée. Afin d'assurer le réseau capteurs - renseignement - conduite - effecteurs de l'armée, le commandement Cyber doit pouvoir anticiper les capacités dont l'armée devra disposer à l'avenir et à long terme dans ce domaine et concernant les capacités susmentionnées. L'organisation du commandement Cyber découle de toutes ces tâches.

Nam: Avec quels effectifs travaillez-vous? Collaborateurs civils? Miliciens? Cadres professionnels?

S.M.: En voyant la diversité des tâches du Commandement Cyber, il est évident que nous avons besoin de compétences très variées pour remplir notre mission. Ce sont environ 50 militaires professionnels et 700 employés et employés civils qui travaillent chez nous. A cela s'ajoutent environ 12 000 militaires de milice dans la brigade aide commandement.

Nam: Pour tous les jeunes gens et jeunes filles, qui nous lisent, quel profil recherchez-vous pour vos soldats, vos sous-officiers, vos officiers?

S.M.: Les TIC évoluent très rapidement, les domaines cyber et électromagnétique sont des espaces d'action très complexes. Cela implique que nos soldats, sous-officiers et officiers soient motivés à se développer, à apprendre en permanence et à se maintenir à jour sur ces sujets. La complexité ainsi que l'omniprésence des TIC et du cyber exigent une pensée en réseau, en particulier dans le système global de l'armée. Enfin, on ne peut évoluer et progresser seul, ni dans le domaine



des TIC, ni dans celui du cyber, ni dans l'espace électromagnétique. C'est pourquoi l'esprit d'équipe est un attribut important.

Nam: Votre commandement offre à notre armée des prestations dans le cyberspace et l'espace électromagnétique. Concrètement, de quelles prestations s'agit-il?

S.M.: La conception globale Cyber décrit en plusieurs phases la mise en place des capacités nécessaires à la fourniture de ces prestations:

- L'autoprotection CYBEEM, qui comprend toutes les dispositions techniques, opérationnelles, organisationnelles et tactiques permettant de se protéger contre les menaces.

- Actions dans les espaces cyber et électromagnétique, dont font partie des mesures autant passives qu'actives. Les mesures passives sont par exemple l'exploration radio et par câble, les mesures actives peuvent être l'intrusion dans un système informatique étranger ou le brouillage radio.

Les données, les informations et les services sont mis à disposition et protégés en permanence sur les propres TIC, ceci indépendamment du lieu. Dans le cadre de la numérisation, d'autres capacités viennent s'ajouter à

cette exigence afin de permettre la longueur d'avance nécessaire en termes de connaissances et de décisions :

- Compréhension de la situation en réseau: le commandement Cyber met à disposition des outils et des mesures permettant d'acquérir des connaissances à partir de données et d'informations et de permettre une compréhension commune de la situation. Il peut s'agir par exemple d'applications logicielles, d'outils techniques, de méthodes d'évaluation des données et des informations, etc.

- Traitement robuste et sûr des données: l'armée a besoin de moyens adéquats pour pouvoir transporter et traiter les données. Cela constitue le fondement de la numérisation et est garanti par l'infrastructure TIC critique pour l'engagement du commandement Cyber.

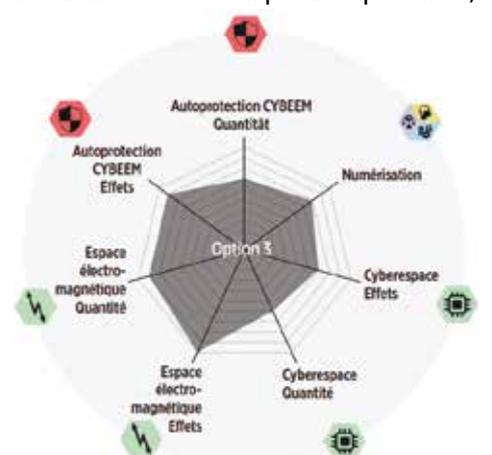
- Conduite en réseau sur le plan organisationnel et technique: pour pouvoir conduire de manière coordonnée à tous les niveaux et avec tous les partenaires, des mesures techniques et organisationnelles sont nécessaires.

Nam: Toutes ces informations circulent via des serveurs. Où sont-ils situés?

S.M.: Avec le réseau de centres de calcul, l'armée dispose actuellement de deux et à l'avenir de trois «nœuds nationaux» (centres de calcul). L'un d'entre eux est utilisé en commun avec des partenaires civils du Réseau national de sécurité et deux sont entièrement protégés de manière militaire. Je ne peux pas révéler où se trouvent exactement ces deux nœuds nationaux protégés, mais ce que je peux dire, c'est qu'ils se trouvent en Suisse ! Et ces nœuds nationaux abritent nos serveurs. La structure modulaire (dégradabilité) de la nouvelle plateforme de numérisation permet un haut degré de résilience. En effet, grâce à l'utilisation de nœuds régionaux et locaux décentralisés, les systèmes peuvent continuer à fonctionner de manière autonome, même si la connexion au système global n'est temporairement plus possible. Les pannes se limitent à quelques systèmes locaux et n'entraînent pas de défaillance complète.

Nam: Comment pouvez-vous garantir la «suisse» des programmes informatiques que vous utilisez?

La souveraineté sur notre infrastructure TIC et nos données est très importante pour nous,



Ce graphique illustre l'expression des capacités selon l'option 3 de la conception globale Cyber.

Les prestations du commandement Cyber

- Autoprotection CYBEEM**
Protéger les formations de troupe, les systèmes, les infrastructures, les informations et les réseaux au sein du CYBEEM contre des actions adverses.
- Capacités opérationnelles de la numérisation**
- Compréhension conjointe de la situation**
Identifier les risques et les menaces, comprendre le contexte et identifier les chances et les évaluer de manière cohérente en réseau.
- Traitement robuste et sûr des données**
Assurer le traitement et la diffusion des données en fonction de la mission et de la situation.
- Conduite en réseau – mesures organisationnelles et techniques**
Assurer la conduite en réseau sur les plans tant organisationnel que technique en coordination avec les partenaires.
- Actions dans l'espace électromagnétique**
Mener des actions dans l'espace électromagnétique.
- Actions dans le cyberspace**
Mener des actions dans le cyberspace.

également des contacts au-delà des frontières nationales et participons régulièrement à des exercices internationaux de cyberdéfense, comme LOCKED SHIELDS, CYBER COALITION - le plus grand exercice de cyberdéfense au monde ou à des exercices FMN comme CWIX.

Nam: La NPN – nouvelle plateforme numérique – est un élément essentiel au développement des capacités de l'armée. De quoi s'agit-il, concrètement?

S.M.: Au sein de l'Armée suisse, la NPN est un élément important qui permet d'exploiter le potentiel de la numérisation à son avantage. La nouvelle plateforme de numérisation a pour objectif de permettre à l'avenir un échange de données standardisé et adapté aux besoins au sein du réseau capteurs – renseignement – décision - effecteurs et avec les partenaires du Réseau national de sécurité (RNS). En même temps, les données ainsi disponibles créent la base pour l'établissement d'une image intégrale de la situation et donc pour de meilleures prises de décision plus rapides de l'Armée et de ses partenaires. En outre, la NPN répond à un besoin de protection accru en mettant à disposition une infrastructure TIC hautement sécurisée, résiliente et robuste. La mise en place de la nouvelle plateforme de numérisation fait partie intégrante du futur commandement Cyber et s'appuie sur les directives de la conception globale Cyber et de la Vision 2030 de l'Armée suisse.

mais nous ne voulons pas d'hélicoptères. Auparavant, nous achetions souvent des systèmes individuels qui devaient être exploités en silo, ce qui augmentait énormément les coûts d'exploitation. Aujourd'hui, nous nous efforçons d'acquérir des produits standardisés afin de rendre l'exploitation et le développement aussi efficaces que possible. En outre, il est ainsi possible d'assurer, si nécessaire, l'échange de données avec des partenaires internationaux dans le cadre du Federated Mission Networking (FMN).

Nam: Dans le grand public, lorsqu'on parle «cyber», on pense à cyberattaques, cybermenaces. Quelles sont les menaces que l'armée Suisse doit craindre?

S.M.: En principe, l'Armée suisse est confrontée aux mêmes menaces cyber et électromagnétiques que le «public». En outre, en raison de son importance pour la sécurité de la Suisse, l'Armée suisse est spécialement dans la ligne de mire d'un éventuel acteur adverse. A cet égard, nous ressentons par exemple une augmentation des tentatives de phishing (hameçonnage). Les activités dans le domaine de l'espionnage ont également augmenté.

Nam: La sécurité n'est pas uniquement l'affaire de l'armée. Elle concerne la population de notre pays, son économie, nos relations internationales. Expliquez-nous quelles coopérations, collaborations vous avez avec le Réseau national de sécurité (RNS), avec le secteur civil ou encore avec l'étranger (OTAN par exemple)?

S.M.: Le commandement Cyber assure ses prestations en premier lieu au profit de l'armée et de ses partenaires du réseau national de sécurité. En outre, le commandement Cyber peut soutenir les autorités civiles de manière subsidiaire. Dans le domaine de la cyberdéfense, l'échange de connaissances et le réseau sont extrêmement importants, et le commandement Cyber en fait partie. C'est pourquoi nous sommes en contact étroit avec des partenaires de l'administration civile, de l'industrie et de la science. Nous entretenons

de la numérisation et se protéger efficacement contre les actions dans le CYBEEM. Dans ce contexte, l'armée se trouve dans un champ de tensions multidimensionnel: elle doit déjà faire face aux défis qui découlent des conflits et des menaces actuels. En même temps, elle ne dispose pas encore de toutes les capacités réellement nécessaires. Il s'agit de mettre en place une série de nouvelles capacités. Celles-ci doivent permettre à l'armée d'anticiper globalement les menaces CYBEEM de toutes sortes, de les repousser et de maîtriser rapidement et en permanence les changements nécessaires à cet effet. La capacité d'autoprotection dans le CYBEEM est ici au premier plan. En tant que plus jeune commandement de l'armée suisse, nous avons encore de nombreuses tâches à accomplir - mais nous avons une idée claire de la manière dont nous les aborderons dans les prochaines années.

Propos recueillis par Jean-Luc Piller

Le Divisionnaire Simon Müller plus personnel...

Nam: Vous êtes diplômé physicien de l'EPFZ. Depuis l'époque de vos études, il y a un quart de siècle, qu'est-ce qui a changé, évolué dans le monde du cyber ?

S.M.: Il y a une vingtaine d'années, l'informatique jouait déjà un rôle important dans la science. Mais l'ampleur et la qualité de la mise en réseau ont considérablement augmenté, et avec elles les vulnérabilités dans le cyberspace. Je me souviens encore qu'en dehors des séquences d'exercices officielles, nous passions de nombreuses heures dans la salle informatique à explorer le World Wide Web - tout simplement parce que la connexion y était bien meilleure qu'à la maison.

Nam: Votre curriculum vitae mentionne vos activités comme «Tactical Consultant» auprès de Thales Suisse SA. Quel a été votre engagement et quels bénéfices en avez-vous tiré ?

S.M.: Chez Thales Suisse SA, j'ai pu conseiller l'équipe de développement logiciel en tant que représentant des utilisateurs. Il y a une dizaine d'années, je participais déjà à une équipe agile en tant que Product Owner. Durant cette période, j'ai également pu apprendre beaucoup sur le fonctionnement d'une entreprise de l'industrie de l'armement.

Nam: Combien de codes avez-vous pour ouvrir tous les appareils qui vous accompagnent (smartphone, tablette, ordinateur)? Et comment faites-vous pour tous les retenir?

S.M.: En principe, je mise sur les générateurs et les gestionnaires de mots de passe et j'utilise, dans la mesure du possible, l'authentification à deux facteurs. Des mots de passe forts et régulièrement modifiés offrent une bonne protection de base. En outre, je fais attention à l'appareil sur lequel je traite quelles données.

J.-L.P.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des officiers

Les officiers latins promus avec effet au 1^{er} mars 2024 au grade de major EMG: Dousse Nicolas, Villars-sur-Glâne.

Avec effet au 22 mars 2024 au grade de premier-lieutenant: Bär Jonathan, Savigny; Barchi Gioele, Astano; Brini Lorenzo, Morbio Superiore; Caillat Julien, Onex; Chardon Yoan, Vesenz; Ghiringhelli Sebastian, Caneggio; Glassey Alexa, Vérossaz; Heng Bun Dara, Granges-Paccot; Mathis Colin, Gland; Meyer Thomas, Verbier; Morina Luan, Tolochenaz; Testolini Emanuele, Savosa.

Avec effet au 1^{er} avril 2024 au grade de colonel: Burgener Dominique, Bulle; Moreillon Patrice, Sion.

Au grade de major: Meister Julien, Yverdon-les-Bains; Vermeille Matthieu, Porrentruy.

Au grade de capitaine: Ajeti Rilind, Payerne; Bapst Linda, Vicques; Bovet Nicole, Môtier; Duc Zacchary, Chermignon-d'En-Bas; König Johann, Gland; Pedone Guido Junior, Castagnola; Pisani Dylan, Lausanne; Raffini François, Vernier; Rapin Loris, Payerne; Riccò Mattia, Fribourg; Rouget Théodore, Attalens; Signorello David, Vaulruz; Tahir Hunar, Cuarny.

Au grade de premier-lieutenant: Armao Luca, Aldesago; Ayer Maxime, Payerne; Baeriswyl Benjamin, Villeneuve; Bastian Andrea Laura, Villars-sur-Glâne; Ben Ammar Ilias, Renens; Binxhija Loic, Fribourg; Bonny Mélanie, Monthey; Bovo Nicolas, Lausanne; Branda Giancarlo, Giubiasco; Cerutti Léo, Meyrin; de Mestral Christian, Lausanne; Dubi Guillaume, Lausanne; Dumé Baptiste Antoine, Le Pâquier-Montbarry; Ebner Alexandre, Champlan; Gasser Patrick Olivier, Corbières; Genini Leonardo, Bellinzona; Girod Antoine, Lausanne; Hungerbühler Timothée, Ecublens; Imhof Loïc, Val d'Illeiz; Jacot-Guillarmod Romain, Chavannes-près-Renens; Jeanneret Quentin, Corcelles; Jeanneret Vincent, Cornaux; Julmy Gaël, Couvet; Kempf Elliot, Lausanne; Manz Dimitri, Morges; Margelisch Christophe, Uvrier; Pedretti Luca, Lodrino; Plancherel Marc, Satigny; Razgallah Jamil, Vevey; Reynard Maxence, Savièse; Romano Anthony, Fribourg; Sallin William, Genève; Schild Marilou, Chernex; Tairi Adrian, Genève; Terrapon Meydi, Veyrier; Walther Adrien, Genève; Wolfsberg Benjamin, Nyon.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des sous-officiers

Les sous-officiers latins promus avec effet au 1^{er} avril 2024 au grade d'adjudant-major: Antille Joël, Lully; Audétat Stéphane, Rochefort; Bianchi Robin, Muggio; El Kateb Akram, Cottens; Frick Ramona, Euseigne; Isenschmid Pascal Kilian, Lugaggia; Jud Bryan, Lugaggia; Poli Samuel, Fully; Porchet Jérémie, Savièse.

Orientation de l'armée à long terme

Le Conseil fédéral présente les valeurs-cibles

Le Conseil fédéral a approuvé le message sur l'armée 2024. Il soumet pour la première fois au Parlement les valeurs-cibles qui détermineront l'orientation stratégique de l'armée pour douze ans. Il demande par ailleurs des crédits d'engagement d'un montant global de 4,9 milliards de francs destinés à l'acquisition de matériel de l'armée pour une période de quatre ans, au programme d'armement 2024 et au programme immobilier du DDPS 2024. Enfin, il soumet au Parlement l'arrêté fédéral sur le plafond des dépenses de l'armée de 2025 à 2028, d'un montant de 25,8 milliards de francs.

Avec le message sur l'armée 2024, le Conseil fédéral entend associer davantage le Parlement au processus d'orientation stratégique de l'armée: il lui soumet un message sur l'armée axé sur les capacités, qui comporte les valeurs-cibles pour les douze prochaines années. Le message sur l'armée sera désormais présenté au Parlement sous cette forme au début de chaque législature. Il s'agit de placer au centre des débats parlementaires les capacités que l'armée doit mettre en place ou maintenir afin de remplir ses missions, et non plus l'acquisition de biens d'armement particuliers.

Le Conseil fédéral veut renforcer la capacité de défense de l'armée au cours des prochaines années. Des lacunes de capacités sont aujourd'hui constatées principalement dans les domaines de la conduite et de la mise en réseau, du renseignement intégré et des capteurs, mais aussi dans les effets obtenus contre des cibles au sol, des cibles aériennes ainsi que dans le cyberspace et l'espace électromagnétique. Afin de relever ces défis, le Conseil fédéral soumet au Parlement les valeurs-cibles qui détermineront l'orientation de l'armée jusqu'en 2035. Le programme d'armement 2024 permettra déjà de combler une partie des lacunes de capacités.

Développement des systèmes informatiques et de télécommunication

Concernant l'acquisition de matériel de l'armée pour la période 2024 à 2027, les crédits d'engagement demandés s'élèvent à 3,52 milliards de francs. Ils seront notamment utilisés pour la préparation des acquisitions à venir. Il est, par exemple, prévu de développer les systèmes informatiques et les systèmes de télécommunication pour les échelons tactiques inférieurs (unité et corps de troupe) et d'acquérir des radars semi-stationnaires pour surveiller l'espace aérien intermédiaire et supérieur ainsi que des moyens pour la défense sol-air de courte portée. Le maintien de la valeur du char de combat 87 Leopard 2 est également prévu.

Missiles, capteurs semi-stationnaires et centres de calcul

Dans le cadre du programme d'armement 2024, le Conseil fédéral demande des crédits d'engagement pour un montant de 490 millions de francs. Les forces terrestres doivent ainsi recevoir un nouveau système de missiles pour combattre des cibles blindées et des ouvrages clés à longue distance. Le Conseil fédéral souhaite aussi acquérir des capteurs semi-stationnaires afin d'améliorer la détection, l'identification, la localisation et le suivi d'aéronefs. Deux autres crédits d'engagement serviront à équiper les centres de calcul du DDPS existants et à raccorder des systèmes principaux. Un élément essentiel de l'infrastructure informatique de l'armée sera ainsi renouvelé et mieux protégé contre les cyberattaques. Un autre crédit d'engagement permettra de maintenir la valeur de l'avion d'entraînement PC-7.

Avec le programme immobilier du DDPS 2024, le Conseil fédéral demande des crédits d'engagement d'un montant de 886 millions de francs, ce qui permettra notamment la construction du nouveau centre de calcul Kastro II. Tout comme le centre de calcul Fondament déjà existant, il sera utilisé exclusivement à des fins militaires. Par ailleurs, des travaux auront lieu sur les places d'armes de Frauenfeld et de Bière et le tracé d'une route sera déplacé sur la base aérienne d'Emmen.

Plafond des dépenses élargi

Enfin, le Conseil fédéral soumet au Parlement l'arrêté fédéral sur le plafond des dépenses de l'armée de 2025 à 2028 pour un montant total de 25,8 milliards de francs. Ce plafond se fonde sur la décision du Parlement du 21 décembre 2023 concernant le budget 2024, prise avec l'approbation du plan intégré des tâches et des finances 2025-2027 et selon laquelle les dépenses de l'armée croîtront en termes réels de 3 % par an en 2025 et 2026 et de 5,1 % en 2027. Le plafond des dépenses de l'armée de 2025 à 2028 couvre non seulement les dépenses du Groupement Défense et d'armasuisse Immobilier mais aussi, à la différence des précédents, les dépenses de l'ensemble des autres domaines de l'Office fédéral de l'armement (armasuisse).

**Pour votre publicité
lire en page 5**

Conférence à Paudex Une identité affirmée

Avec l'évolution de la société, et au long des réformes de l'armée, quelques missions ont été mieux définies. Lors de certaines circonstances, le pouvoir civil délègue des compétences aux soldats.



M. Pascal Petter (secrétaire général des Polices communales vaudoises); M. Jean-Marc Chevallaz (conseiller municipal à Pully, président du Comité de direction de la Conférence des directeurs des polices vaudoises); le lt col Lionel Perler. Le br Raynald Droz et Mme Viviane Gay.

Lundi 28 août 2023, à Paudex, le br Raynald Droz présentait la troupe qu'il commande. L'orateur intitulait son exposé comme suit: «Ambivalence et polyvalence de la Police militaire». Les membres du groupement «Femmes et politique de sécurité» organisaient la rencontre; la présidente, Mme Viviane Gay accueillait les hôtes.

Dans le contexte, la notion d'ambivalence nécessite quelques éclaircissements. Vraisemblablement, selon une des définitions du Dictionnaire Robert, on parle «du caractère de ce qui se présente sous deux aspects cumulatifs, sans qu'il y ait nécessairement opposition». Ainsi, souligne un rédacteur de l'Administration fédérale, les moyens de la police civile peuvent rapidement se révéler insuffisants; dès lors, afin de couvrir l'entier des besoins sécuritaires, les autorités sollicitent la Police militaire. Celle-ci est à même d'apporter des informations, ou d'intervenir de façon adéquate (les hommes et les femmes en question proviennent d'unités pro-

fessionnelles, ou de milice; issus de l'armée, ces intervenants protègent des biens, des personnes, s'engagent au profit de la sécurité aérienne, ou pour la garde des frontières et des ambassades).

Le br Raynald Droz présentait encore quelques caractéristiques de la Police militaire. Relevons l'ambivalence, telle que décrite plus haut: «l'organe constitue aussi un moyen de la première heure (tâches d'intervention) pour le gouvernement et le chef de l'Armée en cas de crise». Et parlons aussi de la polyvalence: régulation de la circulation, maintien de l'ordre et de la discipline, arrestation (petits délinquants, criminels), incarcération, etc.

Finalement, le br Droz souhaite établir mieux l'identité de la Police militaire; fixer plus clairement le rôle des formations de milice; spécifier les compétences et les savoirs exclusifs des soldats concernés. Le chef de la PM met en exergue un slogan. «Nous sommes ce que nous faisons! sans peur».



Le col Didier Amy et le plt Michel Fardel.



Le plt Marc Abetel et le sgt Lucas Schmutz.



Policiers valaisans: le Lt col Adrienne Bellwald et le Lt col Benoît Antille.



Mme Laurence Cretegy (naguère présidente du Grand Conseil vaudois, nouvellement vice-présidente de FPS); M. Antoine Atkinson (étudiant en droit).

Matériel de secours à l'Ukraine Nouvelle livraison suisse

Depuis le début de la guerre contre l'Ukraine, la Suisse livre régulièrement du matériel de secours en faveur des personnes affectées par le conflit. La Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE finance et organise le transport de la première livraison de 2024. Le 13 mars dernier, le premier de trois camions est ainsi arrivé à Kiev. Le matériel livré équivalait à un montant total d'environ CHF 900 000.

Depuis le 24 février 2022, des millions de civils subissent de plein fouet les conséquences de la guerre en Ukraine. Chaque jour, le pays enregistre de nouvelles victimes. Près de la moitié de la population ukrainienne dépend de l'aide humanitaire. La livraison de matériel de secours représente une part

importante de l'aide apportée par la Suisse. La livraison actuelle, la première de cette année, fait suite à l'acheminement en 2023 de camions de pompiers et d'ambulances. La majeure partie du matériel fourni est composée de pièces de rechange pour les camions, d'équipements pour lutter contre les incen-

dies (mousse d'extinction, vêtements de protection, etc.), de gants médicaux et de kits de vaccination pour adultes et adolescents. En outre, cinq détecteurs utilisés pour le déminage humanitaire seront livrés dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec la Fondation suisse de déminage (FSD). Fin septembre 2023, le Conseil fédéral a approuvé le déblocage de fonds à hauteur de 100 millions de francs pour procéder au déminage de zones civiles et agricoles en Ukraine et permettre la reconstruction du pays.

Le matériel livré provient principalement des stocks du DDPS. Une partie des vêtements de protection contre le feu et des vêtements de travail a été offerte par la ville de Berthoud (BE). Le matériel de secours est livré au service de secours ukrainien (State Emergency Service of Ukraine, SESU) à Kiev.

Au total, la Suisse a livré plus de 1400 tonnes de matériel de secours à l'Ukraine et aux pays voisins au cours des deux dernières années.

150^e anniversaire de la naissance du général **Une figure emblématique**

Commandant en chef de l'armée suisse, pendant la Seconde Guerre mondiale, Henri Guisan naquit le 21 octobre 1874. Un siècle et demi plus tard, des successeurs se remémorent les actions du personnage, et les citent en exemple.



Le div Mathias Tüscher; le conseiller d'Etat vaudois Vassilis Venizelos; le conseiller fédéral Guy Parmelin; le cdt C Laurent Michaud.

A la fin du conflit, remettant son commandement, le général Guisan parlait du service réalisé. Il ne sera jamais vraiment terminé. «La solidarité doit rester notre force, dans les temps qui suivent. Ignorer, renier le passé, c'est s'offrir, désarmé, aux vents de tempête qui agitent le monde». Guisan était lucide. Une paix perpétuelle est une utopie.

Rencontre à «Verte-Rive»

Vendredi 22 mars 2024, à l'instigation du div Mathias Tüscher, une commémoration était organisée. Les invités se retrouvaient à

Pully, dans l'ancienne propriété du général. La dénomination du site, nous semblait-il, correspondait à la journée: «Verte-Rive», et le printemps qui commence, un soleil radieux, un lac tout proche...

Le col Dominique Louis présidait la cérémonie. Militaires et civiles, de nombreuses personnalités se trouvaient dans l'assistance. Des orateurs se succédaient à la tribune. Citons le cdt C Laurent Michaud (chef du commandement des Opérations); le cdt C Dominique Andrey (ancien cdt des Forces terrestres); le div Mathias Tüscher (cdt de la Division territoriale 1); un pasteur de l'Eglise



Le div Mathias Tüscher est l'initiateur de la rencontre.



Le br Eric Steinhauser et le br Christian Sieber.

évangélique réformée de Pully, M. David Freymond; le conseiller fédéral vaudois, M. Guy Parmelin.



Le div Yvon Langel.



Le cdt C Philippe Rebord et le cap Olivia de Weck.



Le maj Maurice Decoppet; M. Giuseppe Biino (neveu par alliance de Mme von Tscharnet); Mme Françoise von Tscharnet.



L'adj EM Billy Meyer et son épouse, Mme Corinne Meyer.



Le plé Arnold Fink et le col EMG Thomas Pfisterer.



Le cap Mariette Paschoud et le col EMG Francis Rossi.



Le col Jean-Emile Balmat ; le maj Jean-Pierre Largo; le div André Liaudat; le cdt C Dominique Andrey.



Le div Daniel Keller et la conseillère d'Etat lucernoise, Mme Michaela Tschuur. Le col Jean-Emile Balmat et le col Erwin Meyer.



Deux petits-enfants de Henri Guisan étaient présents, le maj Maurice Decoppet et Mme Françoise von Tscharnern.

Le soldat, et l'homme

Les intervenants insistaient sur les qualités humaines du général Henri Guisan. De plus, à l'intérieur de l'«Espace Pohl» (construit sur le terrain de «Verte-Rive»), les visiteurs découvraient une exposition. Les auteurs présentaient la carrière du grand chef, ainsi que des extraits de ses discours.

En 1939, âgé de 65 ans, Guisan aurait pu prendre sa retraite. Mais, chez lui, le sens du devoir prédominait. A l'intention de la troupe, le commandant en chef s'exprimait ainsi: «Officiers, sous-officiers et soldats, j'ai conscience de mes lourdes responsabilités, mais je les assume avec confiance et fierté. Je sais qu'en ces heures graves, chacun de vous est prêt et fera son devoir au poste qui lui est demandé».

Pendant la guerre, œuvrant dans la proximité

immédiate du général, des officiers appréciaient son allant, et son influence bénéfique. «Son attitude à notre égard était marquée par la chaleur de ses sentiments, son esprit d'conciliation et sa spontanéité. Son éternel enjouement, sa vivacité d'esprit et son dynamisme nous touchaient au point de faire du travail un plaisir».

Mentionnons encore ces appréciations, que nous avons lues dans l'«Espace Pohl». «Guisan est un terrien, proche du peuple et des soldats. Bien après la disparition du général, sa popularité ne cessera de croître, au point de susciter une véritable vénération, notamment auprès des anciens de la mobilisation. Comment expliquer un tel engouement? Tous les peuples ont besoin, lors de temps incertains, d'un guide qui prend les rênes et indique le chemin à suivre. Guisan fut un chef soucieux du bien-être de ses soldats, prenant le temps de s'enquérir de leur santé et de visiter malades ou blessés dans les hôpitaux».

P. R.



Le cap Timothée Delapierre et le col Dominique Louis.



Le maj Pierre-Alain Pingoud (intendant de «Verte-Rive»).



Le cdt C Laurent Michaud et le conseiller d'Etat vaudois Vassilis Venizelos.

Nam
NOTRE ARMÉE DE MILICE
 Magazine mensuel d'informations
 Régie des annonces, administration,
 abonnements, rédaction
 Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
 Téléphone 024 426 09 39



Le maj et conseiller d'Etat bernois Philippe Müller et le br Hugo Roux.



Le cdt C Luc Fellay.



Le col Alain Bergonzoli.



Le br Benedikt Roos et le col EMG Pierre de Goumoëns.

Allemagne

Elèves à préparer

En Allemagne, la ministre fédérale de l'Éducation Bettina Stark-Watzinger l'affirme: «Les enseignants doivent préparer les élèves à la guerre». «La société dans son ensemble doit être bien préparée aux crises, de la pandémie à la guerre en passant par les catastrophes naturelles», a déclaré la ministre aux journaux du groupe Funke. «L'objectif est de renforcer notre capacité de résistance», relève la ministre, pour qui les écoles doivent aussi enseigner la protection civile.

Russie: en état de guerre

Oui..

La Russie est «en état de guerre» contre l'Ukraine, a reconnu le 22 mars 2024 le porte-parole du Kremlin. (Cela change de l'opération spéciale... du 24 février 2022) Moscou avait rejeté jusqu'ici l'emploi du mot «guerre», insistant pour présenter l'assaut contre sa voisine lancé il y a deux ans, comme une «opération spéciale». «Nous nous trouvons en état de guerre. Oui, cela a commencé comme une opération militaire spéciale, mais dès que toute cette bande s'est formée, quand l'Occident collectif a participé à tout cela au côté de l'Ukraine, pour nous, c'est devenu une guerre» a indiqué D. Peskov dans un entretien au média «Argoumenty I Fakty».

Une alliance qui a 75 ans

Avec un 32^e membre

La Suède, le jeudi 7 mars 2024 est devenue le 32^e membre de l'Otan, (l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Inquiètes pour leur sécurité, la Finlande et la Suède renoncent alors à des décennies de neutralité pour rejoindre l'Alliance atlantique, désormais forte de 32 membres. Le 4 avril 1949 pour faire face à l'Union soviétique, 12 pays signaient à Washington le Pacte de l'Atlantique. La Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis. Cet anniversaire a été célébré dans l'ombre de la Russie et de sa guerre en Ukraine. L'OTAN est «plus grande, plus forte et plus unie que jamais», s'est félicité son secrétaire général Jens Stoltenberg.

Le président Joe Biden:

Maintenir

«l'engagement sacré»

Joe Biden a appelé à maintenir «l'engagement sacré» des États-Unis dans l'OTAN. Cela sur fond de critiques récurrentes de son rival républicain Donald Trump contre l'Alliance, «Nous devons nous rappeler que l'engagement sacré que nous prenons envers nos alliés renforce aussi notre propre sécurité», a écrit le président américain à l'occasion du 75^e anniversaire de l'OTAN.

Exercices internationaux de l'armée Programme 2024

Lors de sa séance du 14 février 2024, le Conseil fédéral a approuvé le programme 2024 des exercices relatifs à la coopération militaire internationale en matière d'instruction, notamment des exercices menés dans le cadre du partenariat pour la paix et d'autres qui ne sont pas encore couverts par des accords bilatéraux.

L'armée participe régulièrement à des exercices internationaux organisés dans le cadre du programme de coopération militaire de la Suisse en matière d'instruction, lequel est approuvé chaque année par le Conseil fédéral. Afin d'assouplir à l'avenir la participation aux exercices de l'OTAN et du partenariat pour la paix (PPP), ceux-ci ne seront plus soumis à approbation tous les deux ans avec le programme de coopération PPP, mais chaque année avec le programme bilatéral. Vingt-quatre activités d'instruction sont annoncées en 2024, dont six exercices PPP. Dix-huit sont prévues au niveau bilatéral avec certains États; quatre en Suisse et quatorze à l'étranger (sous réserve de changement). Le Conseil fédéral a en outre autorisé le Groupement Défense à conclure seul des accords bilatéraux ou multilatéraux réglant la participation aux divers exercices.

Renforcement de la capacité de défense et de l'interopérabilité

La coopération internationale revêt une importance particulière dans le renforcement de la capacité de défense de l'Armée suisse. Les activités d'instruction avec des partenaires internationaux favorisent l'échange de connaissances et d'expériences, et donnent à l'Armée suisse des possibilités de comparaison qui lui permettent de vérifier ses capacités et ses processus tout en accroissant son interopérabilité. La coopération internationale lui donne aussi accès à des possibilités d'entraînement qui n'existent pas en Suisse, notamment en raison de restrictions liées à l'environnement; c'est par exemple le cas de certains exercices des Forces aériennes en grande formation. En contrepartie, l'Armée suisse peut mettre des infrastructures d'instruction et certaines connaissances spécifiques (p. ex. des simulateurs ou l'instruction en haute montagne) à la disposition d'autres États.

Programme bilatéral

Il comprend un certain nombre d'activités qui ne sont pas couvertes par des accords-cadres approuvés par le Conseil fédéral (art. 48a, al. 1, de la loi du 3 février 1995 sur l'armée).

Allemagne: exercice Tiger Meet 2024

Il existe depuis le début des années 1960 et a lieu chaque année à un endroit différent. Cette année, il se déroulera en Allemagne. Destiné aux pilotes d'escadrille, c'est un exercice tactique consacré aux engagements de défense aérienne au sein de groupements multinationaux. L'espace aérien étant très uti-

lisé et les moyens des Forces aériennes limités, il ne serait pas possible d'organiser un exercice d'une efficacité équivalente en Suisse. Elle y participera durant deux semaines avec des F/A-18 et une cinquantaine de militaires.

Allemagne: compétition Strong Europe Tank Challenge 2025

Elle existe depuis 2016 et réunit des équipages de chars. Plusieurs pays européens et les États-Unis se mesurent dans différents domaines (p. ex. tir au combat ou sauvetage de personnes blessées). En prenant part à cette compétition avec deux chars de combat Leopard 2 et une vingtaine de militaires, l'Armée suisse pourra comparer son niveau d'instruction avec celui de partenaires internationaux.

France: exercice Air Raid 2024

Il s'agit d'une compétition militaire pour les troupes au sol des forces aériennes. Des équipes de divers pays se mesurent dans plusieurs épreuves (p. ex. maintenance et entretien d'aéronefs, tir ou survie sur le terrain). En participant à l'exercice avec quatre militaires, l'Armée suisse pourra se frotter pendant une semaine à une concurrence internationale et en tirer des leçons.

France / Finlande: exercice multinational Dynamic Front

Il est organisé deux fois par an et vise à tester, dans un scénario réaliste, des systèmes d'artillerie ainsi que les systèmes de conduite et d'information nécessaires. L'Armée suisse participera à des exercices d'état-major sur des simulateurs de conduite et à des tirs réels sur le terrain. Elle pourra ainsi acquérir des connaissances pour développer les capacités de ses troupes au sol et renforcer l'interopérabilité avec des partenaires européens. Jusqu'à dix militaires suisses prendront part à l'exercice durant deux semaines au maximum.

Canada: cours d'instruction Arctic Survival Training

Dispensé par les forces armées canadiennes, il dure deux semaines et vise à apprendre aux équipages aériens à survivre dans l'Arctique. La Suisse envoie une personne pour se préparer, en cas de crise humanitaire ou de catastrophe à l'étranger, à intervenir par hélicoptère dans toutes les conditions climatiques. Les connaissances acquises seront ensuite transmises aux équipages suisses d'hélicoptères pour s'assurer qu'ils disposent de compétences de base.

Portugal: exercice Hot Blade

Il porte sur l'instruction tactique des équipages de transport aérien et se déroule au Portugal, au Multinational Helicopter Training Centre. Cet exercice permet de planifier et d'organiser au plus près de la réalité des missions tactiques complexes de transport aérien, en collaboration avec des partenaires internationaux. Il est impossible d'organiser de tels exercices en Suisse en raison des contraintes qui pèsent sur l'espace aérien. La Suisse prendra part à cet exercice de trois semaines avec des hélicoptères et une trentaine de militaires.

Portugal: Air Centric Personnel Recovery Operation Course

Ce cours d'instruction de deux semaines permet de se familiariser avec les principes et procédures répondant aux standards internationaux en lien avec le sauvetage d'équipages d'avions militaires. La Suisse enverra quatre personnes pour approfondir les capacités de l'armée dans ce domaine et profiter des expériences des forces armées habituées à ce type d'intervention.

Slovénie: exercice Adriatic Strike 24

Il a lieu en Slovénie depuis quelques années. Il vise à tester la coordination et l'engagement d'aéronefs ainsi que la conduite du feu dans un environnement aérien dynamique. Étant donné que des pays expérimentés y prennent part, la Suisse peut bénéficier de leurs connaissances et de leur savoir-faire. Elle enverra dix militaires pendant deux semaines, sur invitation de la Slovénie.

Slovénie: cours de perfectionnement pour enseignants spécialisés

En collaboration avec la Slovénie, des enseignants spécialisés sont formés à l'utilisation de mousse d'extinction pour lutter contre les incendies dus au kérosène. Cette coopération est favorisée par le fait que le centre d'instruction de lutte contre le feu de Ljubljana utilise les mêmes véhicules que les Forces aériennes suisses. Un détachement de quatorze militaires suisses participera à ce cours d'une semaine.

Espagne : exercice Angel Guardian

Il s'adresse à toutes les unités de police militaire d'Europe. Elles ont l'occasion d'appliquer des tactiques, des techniques et des normes en matière d'engagement. Cet exercice permet non seulement d'échanger ses expériences, mais aussi de développer et de tester l'interopérabilité avec des partenaires européens importants. Huit militaires suisses participeront à cet exercice durant une semaine.

Espagne: cours d'instruction à l'European Tactical Airlift Centre

L'European Tactical Airlift Centre, situé en Espagne, organise chaque année plusieurs cours d'instruction dans différents pays européens. Ces cours visent à appliquer les normes et procédures internationales en lien avec l'engagement d'avions de transport tactiques, en collaboration avec des partenaires européens. Un instructeur de l'Armée suisse suivra une formation de deux semaines. Sa

participation permettra à l'armée de consolider sa capacité à utiliser ce type d'avions dans un cadre multinational et de profiter des expériences de forces armées rompues à cet exercice.

Espagne: Tactical Leadership Programme

L'organisation Tactical Leadership Programme, située en Espagne, propose différents cours d'instruction et exercices multinationaux en lien avec la défense aérienne. Les exercices permettent de planifier et d'organiser au plus près de la réalité des opérations aériennes complexes et de comparer son niveau d'instruction avec celui de partenaires internationaux. Il n'est pas possible d'organiser des exercices d'une telle ampleur en Suisse, l'espace aérien étant très utilisé. Durant trois semaines, la Suisse participera à un exercice avec des F/A-18 et une cinquantaine de militaires.

États-Unis: compétition Special Operations Command International Sniper

Il s'agit d'un concours international pour tireurs d'élite organisé aux États-Unis. La Suisse a répondu favorablement à leur invitation et y enverra quatre militaires qui se mesureront à leurs homologues pendant une semaine, tout en bénéficiant de leur expérience.

Chypre: exercice Argonaut

Il a lieu chaque année à Chypre. Il permet de tester la capacité à mener des opérations de rapatriement depuis des régions en crise. À l'heure actuelle, cet exercice multinational d'envergure est le seul moyen pour la Suisse de s'entraîner efficacement pour de telles opérations avec de nombreux partenaires. Elle y prendra part durant une semaine en envoyant quatre militaires ainsi que des représentants du Centre de gestion des crises (KMZ) du DFAE.

Suisse: service de saut en parachute

La Suisse est l'endroit idéal pour exercer

le saut en parachute en montagne, de jour comme de nuit, à partir de différentes altitudes. Dans un souci de réciprocité, l'Armée suisse invite des pays partenaires à participer à un cours de deux semaines.

Suisse: stage de survie en montagne pour équipages aériens

Les Forces aériennes suisses organisent, en été et en hiver, en collaboration avec le Centre de compétences du service alpin de l'armée, le stage multinational Advanced Survival Instructors Standardisation Seminar - Mountain Survival. Celui-ci porte sur les processus standard internationaux de sauvetage des équipages aériens. Il garantit aux pays partenaires de pouvoir coopérer efficacement lors des opérations de sauvetage et de posséder la certification adéquate. La Suisse mobilise huit formateurs pour ce stage d'une semaine.

Suisse: cours de tir pour l'infanterie

La Suisse a développé une méthode permettant aux troupes de milice d'apprendre facilement à tirer au fusil d'assaut et au pistolet. Cette méthode rencontrant un grand succès au niveau international, l'Armée suisse forme depuis 2001 des instructeurs étrangers, notamment du Luxembourg, avec lequel un accord d'instruction militaire est en négociation. Des militaires suisses participent aussi à ces cours pour bénéficier de l'expérience de leurs homologues.

Suisse: instruction sur simulateur

Tout comme l'Armée suisse, les forces aériennes slovènes et bulgares possèdent des hélicoptères de transport Cougar. Les premières louent chaque année le simulateur Super Puma à Emmen pour profiter de l'infrastructure suisse et parachever l'instruction de leurs pilotes. Les deuxièmes ont étrenné le simulateur en 2023. L'Irlande envisage dès 2024 d'instruire ses pilotes sur simulateur pour les hélicoptères EC635 des Forces aériennes suisses.

Exercice de troupe en Autriche**Participation volontaire**

Lors de sa séance du 10 avril 2024, le Conseil fédéral a été informé du projet d'organisation d'un exercice de troupe en Autriche en coopération avec les forces armées autrichiennes. L'exercice est prévu au printemps 2025 et la participation est volontaire pour la troupe.

Le DDPS a l'intention d'accomplir un exercice au printemps 2025, tout d'abord avec une formation mécanisée des Forces terrestres et sa logistique, sur la place d'exercice de troupe d>Allentsteig en Autriche. L'objectif de ce premier pas est d'acquérir de l'expérience afin de pouvoir s'entraîner ensuite avec de plus grandes formations de combat mixtes à l'étranger. La Suisse ne dispose pas de places d'exercice appropriées offrant la capacité et l'infrastructure requises. L'Armée suisse s'est déjà entraînée par le passé en Autriche.

Pour l'exercice de troupe au printemps 2025, environ 700 à 850 militaires et des collaborateurs civils supplémentaires du DDPS sont prévus. Du personnel militaire du pays hôte l'Autriche et de l'Allemagne prendra également part aux séquences d'exercice. La durée totale du service est de quatre semaines. Les militaires ne peuvent pas être astreints au service à l'étranger. Par conséquent, la troupe sera composée de volontaires avant tout de la brigade mécanisée 11. L'entrée en service et le licenciement des militaires ont lieu en Suisse.



Nam: Un trou dans les finances, une impressionnante liste de besoins, un budget qui gonfle, une communication qui boite... Une armée « mal en point»: mais que se passe-t-il?

Jean-Luc Addor: Notre armée ne connaît aucun trou financier. Elle n'est pas en cessation de paiement: la planification financière est en question depuis la décision catastrophique du Parlement en décembre dernier de repousser de 2030 à 2035 l'échéance à laquelle le budget militaire devra atteindre au moins 1% du PIB. Le problème? Depuis plusieurs décennies, nous avons négligé notre sécurité et notre armée en particulier. L'accent a été mis sur des missions d'appui (accidents de la nature, crise du Covid-19). On a oublié que l'armée était d'abord là pour défendre. Aujourd'hui, ce que nous découvrons est brutal – surtout pour notre population! Les lacunes en matière de capacités de défense sont graves: c'est le mérite du Chef de l'Armée de le dire haut et fort. Seulement voilà, l'Armée reste subordonnée au pouvoir politique. La Cheffe du Département de la défense devrait relayer auprès du Conseil fédéral et du Parlement le message des besoins de modernisation de notre Armée. Or aujourd'hui, ce rôle, elle ne le joue pas...

Nam: Les réactions des partis bourgeois sont une urgente réponse à la guerre au cœur de l'Europe, en

Avec les conseillers nationaux Jean-Luc Addor Sécurité et Armée: regards croisés

Depuis la fin de l'année dernière, et tout particulièrement en ces jours de tensions, de questions de finances, de planification, d'effectifs, de besoins en armes, matériels et équipements – pas toujours à l'unisson: la Cheffe du DDPS, la Conseillère fédérale Nicole Schenker, et le Conseiller national Thomas Süssli. Nam a donc voulu en savoir davantage: nous vous proposons une interview avec les conseillers nationaux, l'UDC valaisan Jean-Luc Addor et le VERT-E-S fribourgeois Thomas Süssli sur le rétablissement de leur disponibilité. *JLP*

Jean-Luc Addor Conseiller national UDC valaisan Armée: une capacité de défense à rétablir, d'urgence

Ukraine. Mais en réalité, de quoi notre pays doit-il avoir peur aujourd'hui? Quelles sont nos menaces?

J-L.A.: J'oublie tout de suite l'attaque de chars venus de l'Est aux frontières de notre pays... Je crains bien davantage un embrasement total de l'Europe. Et alors malheur à ceux qui ne pourront se défendre! N'oublions pas non plus que les États-Unis ne sont pas nos amis: souvenons-nous du dossier des fonds juifs, de la débâcle du Crédit Suisse, etc... Actuellement, les risques se mélangent avec encore les flux migratoires, particulièrement en provenance d'Afrique. Nous avons à défendre non seulement notre pays, mais une civilisation.

Nam: Voilà pour les menaces actuelles. Mais comment prévoir celles de demain, à l'horizon des années 2030, 2050?

J-L.A.: Une vision d'avenir fait totalement défaut. Mais des signaux d'alarme avaient été lancés: en mars 2011 déjà, le Groupe Giardino présentait son «Livre noir de l'armée suisse 2011». On pouvait y lire, notamment, une guerre sur sol européen n'est pas exclue et pourtant la Suisse n'est pas prête. «L'état de l'armée nous inquiète»: seules deux brigades seraient utilisables en cas d'urgence, et cela seulement après un rattrapage de formation de plusieurs mois... Et toujours selon ce «Livre noir», il y a de bonnes raisons de penser que la période de paix ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale touche à sa fin. Les conflits pour les ressources déjà en cours ou des conflits sociaux pourraient ainsi connaître une escalade. Qu'avons-nous fait? Tout le contraire...

Nam: Le Parlement veut mettre l'accent sur l'amélioration de l'outil «armée», malgré peut-être une situation financière de la Confédération plutôt difficile. Est-ce bien raisonnable?

J-L.A.: Je plaide pour rétablir d'urgence la capacité de défense de notre armée. C'est le sens de ma toute récente motion déposée le 4 mars dernier. N'oublions pas non plus

qu'à côté des acquisitions indispensables de nouveaux matériels et équipements, l'Armée doit veiller à alimenter ses effectifs d'aujourd'hui. Car au-delà du matériel, l'essentiel, c'est le capital humain. Reste qu'il est inacceptable d'enlever des citoyens à leur famille et à leur travail pour par exemple... imaginer des chars. Par contre, je ne suis pas favorable à un Service citoyen: ne mélangeons pas les bidons, seul le service légitime l'Etat à imposer une obligation de servir. Finalement, l'alternative est assez simple: ou nous acceptons des lacunes intolérables dans notre capacité de défense, ou nous faisons de notre sécurité une vraie priorité budgétaire. La défense, tâche véritablement régaliennne, n'est-elle pas en effet la raison essentielle pour laquelle des cantons se sont unis pour donner naissance à la Confédération? La guerre, c'est maintenant en Ukraine. Tout le monde réarme autour de nous. Et nous devrions attendre 2035 pour moderniser nos Forces terrestres? Non! Notre sécurité ne peut pas attendre encore plus de dix ans. Aux politiques, à commencer par la Cheffe du DDPS, de relever ce défi urgent.

Propos recueillis par Jean-Luc Piller

Tous aux urnes Votation populaire

...et surtout
n'oubliez pas:
votation populaire du
9 juin 2024



et Gerhard Andrey

Les premières semaines de 2024, notre Armée a fait parler d'elle: budgets, équipements nouveaux... Et tout au sommet, nous avons entendu deux députés fédérales Viola Amherd et le Chef de l'Armée, le Commandant de corps Christoph Ammann. Nous proposons aujourd'hui les interviews croisées (*) de deux conseillers nationaux Gerhard Andrey, deux parlementaires que Nam remercie chaleureusement.
 (*) Ces deux interviews ont été réalisées le 12 mars 2024

Gerhard Andrey Conseiller national VERT-E-S fribourgeois Social, écologie et économie sont les composantes de notre sécurité

Nam: Un trou dans les finances, une impressionnante liste de besoins, un budget qui gonfle, une communication qui boite... Une armée «mal en point», de quoi réjouir les forces de gauche?

Gerhard Andrey: Non, pas du tout! D'ailleurs la suppression de l'armée n'est pas au programme de notre parti. Mais cette situation tombe au bon moment: le budget octroyé à l'armée a été fortement augmenté. Il est donc l'heure de s'interroger à quoi sert l'institution, quelle efficacité produit-elle en regard des sommes investies? L'armée est un des facteurs de notre sécurité nationale, mais elle n'est pas «le seul» facteur! Une clarification me semble aujourd'hui plus qu'indispensable. Je résume volontiers avec cette phrase que j'ai soufflé au Chef de l'Armée: «Quelle quantité de sécurité produit l'armée avec un franc investi?»

Nam: N'empêche... les réactions des partis bourgeois sont une urgente réponse à la guerre au cœur de l'Europe, en Ukraine. Mais en réalité, de quoi notre pays doit-il avoir peur aujourd'hui? Quelles sont nos menaces?

G.A.: La Suisse est menacée par des multi-crisés. Le réchauffement climatique, chaque mois à venir va être le mois le plus chaud que nous ayons connu, la perte de la biodiversité, véritable catastrophe pour notre environnement, les bouleversements géopolitiques, une cybermenace quasi permanente sur nos entreprises, nos administrations, nos individus. Pour ma part, je considère le scénario d'une présence de chars soviétiques alignés aux frontières nord-est de notre pays pas totalement exclu mais comme hautement improbable. Malheureusement, les autres menaces sont une réalité face à laquelle, souvent, nous nous voilons la face.

Nam: Voilà pour les menaces actuelles. Mais comment prévoir celles de demain, à l'horizon des années 2030, 2050?

G.A.: A la Confédération, l'OFPP (Office fédéral de la protection de la population) comme le tout nouveau SEPOS (Secrétariat d'État à la politique de sécurité) (réd. Dirigé depuis le 1.1.2024 par Markus Mäder, brigadier, ancien chef des Relations internationales de la Défense) esquissent des scénarios. Notons que l'OFPP- et notre parti politique- avaient, de longue date, prévu, anticipé la crise énergétique. A l'époque, nous prêchions dans un désert d'indifférence... Face à cette multiplicité des crises, nous devons apporter une réponse sécuritaire globale. Notre pays sera en sécurité si la paix sociale règne, si une économie forte produit. Nous avons besoin de cohésion sociale pour répondre, ensemble, aux menaces, aux défis évoqués précédemment. Notre politique de sécurité suisse est composée de divers éléments: les échanges, notre souveraineté énergétique et alimentaire, la cohésion sociale... C'est tout cela qui tient, qui tiendra notre pays.

Nam: Pour vous, l'armée ne signifie pas la défense... Mais le Parlement veut mettre l'accent sur l'améliora-



tion de l'outil «armée». Faisons-nous fausse route?

G.A.: L'armée, c'est la défense. Mais la défense n'est pas que l'armée. L'armée est, certes, notre assurance ultime; mais elle doit mieux gérer ses moyens. Et pour utiliser cet outil, il est nécessaire d'avoir des perspectives. Elles manquent. Dans le domaine cyber, la Confédération dispose d'un Office fédéral de la cybersécurité. Son budget? 14,8 millions de francs. En comparaison, les entreprises proches de la Confédération dépensent à elles seules bien plus que ce dont dispose l'ensemble de l'Office fédéral.

Nam: La situation financière de la Confédération est difficile. Les coupes budgétaires sont annoncées, sauf pour l'Armée. Comment prioriser les dépenses?

G.A.: Notre pays est probablement un des seuls au monde à diminuer son taux d'endettement. Grâce, notamment, à un frein à l'endettement extrêmement sévère. Si les temps que nous vivons peuvent être un électrochoc, et si nous comprenons que notre sécurité «totale» comprend des volets comme le social, l'économie et l'écologie, alors nous aurons beaucoup compris!

Propos recueillis
 par Jean-Luc Piller

Les Objets

- «Maximum 10% du revenu pour les primes maladies»
- «Pour des primes plus basses»
- «Pour la liberté et l'intégrité physique»
- «Modification de la loi sur l'énergie et de la loi sur l'approvisionnement en électricité»

Pour une Patrouille Suisse qui ait de l'avenir Pas de mise hors service des F-5 Tiger!

Après que le Conseil national et le Conseil des États aient refusé d'entrer en matière sur la demande de mise hors service des avions de combat F-5 Tiger en automne 2022, l'ASM est surprise d'apprendre le 17 mars 2024 que les F-5 Tiger seront tout de même retirés du service d'ici fin 2027, laissant ainsi la Patrouille Suisse face à un avenir incertain. L'ASM s'oppose clairement à la mise hors service des F-5 Tiger et s'engage avec conviction pour le maintien futur de la Patrouille Suisse, importante pour l'armée dans la situation incertaine et menaçante en Europe.



La patrouille Suisse en danger.

Une fois de plus – comme lors du débat de 2022 – ce sont presque exclusivement des facteurs de coûts qui sont mis en avant pour mettre hors service la flotte de F-5 Tiger fin 2027 et ainsi tirer la prise de la Patrouille

Suisse, importante pour l'armée. Comme en 2022, l'ASM souligne que les avions de combat F-5 – malgré des coûts d'exploitation annuels d'environ 40 millions de francs – sont comparativement bon marché et qu'ils conservent leur importance pour l'armée suisse dans le cadre de l'entraînement au combat aérien, de la représentation des objectifs ainsi que des formations et des vols d'essai. L'armée de l'air américaine, par exemple, maintient l'utilisation des F-5 Tiger jusqu'en 2050.

Patrouille Suisse: un fort ancrage dans l'armée de milice et la population

La Patrouille Suisse est fortement ancrée aussi bien dans notre armée de milice que dans la population suisse, toutes classes d'âge confondues, et représente parfaitement notre armée par ses nombreuses appa-

ritions. Elle n'est pas seulement une carte de visite importante pour notre population grâce à sa visibilité, mais elle jouit également d'une grande renommée internationale. Il serait donc imprudent, voire négligent, de mettre hors service les avions de combat F-5 Tiger maintenant – compte tenu de la situation géopolitique difficile – et de mettre en danger l'avenir de la Patrouille Suisse.

Le DDPS réinterprète la volonté du peuple

Après le signal clair donné par le Parlement à l'automne 2022 de maintenir la Patrouille Suisse avec les F-5 Tiger, le DDPS a de nouveau réinterprété la volonté du Parlement et donc, en fin de compte, celle du peuple. En effet, la poursuite de l'exploitation de la Patrouille Suisse jusqu'à la mise en service d'un avion de combat de remplacement, décidée à l'époque, a soudain été remplacée par une fin prévue pour 2027. Du point de vue de l'ASM, cela n'est pas acceptable, car: Les représentants élus du peuple décident et l'administration fédérale, c'est-à-dire le DDPS, met en œuvre.

En outre, dans le contexte de la guerre en Ukraine, cela équivaudrait à un nouveau signal douteux que la Suisse enverrait à la communauté des États européens, qui s'arme sans exception et ne procède certainement pas à une réduction des moyens d'intervention militaires existants. Des exercices purement financiers avec un faible effet d'économie ne sont donc pas suffisants. Il s'agit donc d'empêcher la mise hors service de la flotte de F-5 Tiger pour les raisons évoquées ci-dessus.

Colonel EMG Stefan Holenstein,
Président de l'ASM

Remise aux forces armées américaines Le premier F-5 Tiger mis hors service

Le 18 mars 2024, les forces armées américaines ont récupéré à Emmen le premier des 22 jets de combat de type F-5 Tiger mis hors service, qu'elles avaient acquis en 2020 auprès de l'Office fédéral de l'armement armasuisse. L'avion de combat a été transporté à bord d'un Lockheed KC-130J du United States Marine Corps. L'avion de transport a atterri sur l'aérodrome militaire d'Emmen.



En 2020, l'Office fédéral de l'armement armasuisse a vendu à l'US Navy 22 jets de combat F-5 Tiger mis hors service. Le United States Marine Corps a récupéré

aujourd'hui le premier de ces F-5 Tiger. La vente se compose de 16 F-5E (monoplaces), 6 F-5F (biplaces), du matériel au sol et de remplacement, de l'entreposage des avions en Suisse et des travaux de préparation pour le transport vers les États-Unis. Le produit de la vente au profit de la Confédération suisse s'élève à près de 32,4 millions de dollars.

Une grande partie de la flotte de F-5 déjà vendue

Une grande partie des F-5 Tiger acquis dans les années 1970 et 1980 avait déjà été vendue précédemment. Les forces navales américaines (US Navy) ont déjà acheté à la Suisse, il y a quelques années, 44 F-5 Tiger qui étaient initialement utilisés par les Forces aériennes pour la couverture aérienne. L'US Navy utilise ces avions comme représentations de cibles à des fins d'entraînement (mission Red Air).

Des F-5 pour décharger les F/A-18

L'armée suisse dispose encore aujourd'hui de 25 F-5 Tiger, dont 18 sont actuellement en service. Ceux-ci déchargent la flotte des F/A-18 Hornet et servent à la représentation de cibles, à la formation, comme avions remorqueurs et pour des vols d'essai.

Près de la moitié des F-5 Tiger est utilisée par l'escadrille de voltige aérienne Patrouille Suisse pour des démonstrations.

Amicale des anciens Garder le contact

Après le départ de l'armée, ayant souvent accompli des très longues périodes de service, les officiers apprécient les retrouvailles. S'ils se souviennent du temps passé sous les drapeaux, ces chefs encouragent aussi les générations montantes.



Une salve, en l'honneur de l'Amicale.



Le col Pierre Comina (1928-2023). Photo prise le 10.11.2017.

Le 27 octobre 1984, des anciens de la Zone territoriale 1 se réunissaient à Colombier. A l'instigation du div René Planche et du col Pierre Comina, ces aînés fondaient une amicale. Aujourd'hui, on décrit cette association comme suit: «Officiers d'état-major ayant servi au sein de la Zone, Région et Division territoriale 1, ou dans les états-majors des grandes unités romandes, depuis Armée 61». Hélas, les deux membres fondateurs ont disparu. Le div René Planche mourut en 2013, et le col Pierre Comina plus récemment, en 2023.

Vers un 40^e anniversaire

Samedi 21 octobre 2023, les adhérents à l'Amicale se rencontraient à Fribourg. Devant la salle de la Grenette (où se tenaient leurs assises), une salve retentissait. Vêtus de répliques des uniformes de 1804, des grenadiers du Contingent fribourgeois honoraient les participants à la journée.

Le cdt de la Div ter 1, le div Mathias Tüscher saluait ses prédécesseurs. Des représentants des autorités politiques avaient également fait le déplacement. Citons le pdt du Conseil

d'État, M. Didier Castella; le 1^{er} vice-pdt du Grand Conseil, M. Adrian Brügger; le syndic de Fribourg, M. Thierry Steiert.

Le 21 octobre 2023, le col Jacques Magnin remplaçait, à la présidence de l'Amicale, le col Serge Monnerat.

Au sein de ladite association, les officiers se réjouissaient de découvrir des sites militaires, ou d'écouter des conférences consacrées à l'armée. Quelques événements sont programmés: visite, dans le canton de Genève, du Centre de logistique d'Aïre-la-Ville, de la nouvelle caserne d'Epeisses, et du terrain d'exercices multipartenaires (13 septembre 2024); commémoration du 40^e anniversaire de l'Amicale (26 octobre 2024); rapport de la Div ter 1 (13 décembre 2024).

Un niveau opératif

A Fribourg, le br Hans-Jakob Reichen prononçait une conférence. Chef d'état-major du Commandement des opérations, le br Reichen parlait des capacités de conduite et d'engagement de l'armée suisse. L'évolution est extrêmement rapide. Le caractère même de la guerre change, avec l'apparition des nouvelles technologies, et en raison d'une information sans cesse fluctuante.

Dans un contexte de conflit hybride, les militaires appréhendent la défense de façon particulièrement complexe. Les formations doivent combattre, protéger et aider, simultanément ou successivement. Anticiper les intentions de l'adversaire, conduire en réseau à tous les échelons, protéger ses propres moyens (offensifs ou défensifs), développer sa capacité à durer: tels sont quelques ingrédients dont se prévaut l'officier suisse.

S'il parvient à conjuguer l'action militaire et les interprétations qui l'accompagnent, le chef saura aussi exploiter les faiblesses de l'ennemi dans des secteurs tels que l'électromagnétique ou la cybernétique. Pour atteindre un niveau opératif, le dirigeant mise sur des tableaux concomitants: approches multi-domaines, inter-forces, et inter-espace.

P.R.



Le col EMG Bruno Bernasconi et le col Eric Radelfinger.



Le col Jean-François Bertholet et le col EMG Frédéric Gaillard.



Le col Jean Stalder, le col EMG Kurt Oesch, le lt col Claude Roulet.



M. Thierry Steiert et le col Christian Rey.



Le div André Liaudat et le cdt C Dominique Andrey.



Le col Jacques Magnin, le div Mathias Tüscher, le col Serge Monnerat. MM. Didier Castella, Adrian Brügger, Thierry Steiert. Le col Pierre Dessibourg (cdt du Contingent des grenadiers fribourgeois). Le br Hans-Jakob Reichen.



Pour répondre au pessimisme généralisé Une armée encore plus opérationnelle

Jusqu'à cette année, la population suisse ne s'était jamais montrée aussi pessimiste face à la situation politique mondiale. Elle veut désormais une armée qui soit opérationnelle et elle est prête à admettre, beaucoup plus qu'à l'accoutumée, un rapprochement avec l'OTAN. C'est ce que montre l'étude « Sécurité 2024 » publiée par l'Académie militaire (ACAMIL) et le Center for Security Studies (CSS), tous deux rattachés à l'EPF de Zurich.

82% (+7 points de pourcentage [pp] par rapport à 2023) des personnes interrogées jugent la situation politique mondiale avec l'approche la plus pessimiste depuis le début des mesures. Toutefois, 79% de la population suisse reste optimiste en ce qui concerne l'avenir du pays. Le sentiment général de sécurité atteint 92%.

L'armée doit pouvoir remplir ses missions

82% (+ 4 pp) de la population suisse considère l'armée comme plutôt nécessaire, voire indispensable. 92% (+3 pp) parle en faveur d'une armée «très bien instruite» et 79% (+ 3 pp) pour une armée «complètement équipée». Quant aux personnes voulant l'abolition des obligations militaires, leur pourcentage n'a jamais été aussi bas (31%, -4

pp). Parallèlement, la part des personnes préconisant plus de dépenses consacrées à la défense n'a jamais été aussi élevée (20%, +6 pp). Pour les personnes interrogées, l'aide en cas de catastrophe en Suisse, la défense contre toute attaque et la prévention du terrorisme sont les trois missions principales de l'armée.

Rapprochement souhaité avec l'OTAN majoritairement élevé depuis la guerre en Ukraine

52% (-3 pp) de la population suisse se prononce en faveur d'un rapprochement avec l'OTAN. Les formes concrètes de la coopération politique et institutionnelle avec l'organisation trouvent un large appui, tant qu'elles se limitent aux entretiens et aux planifications. Une coopération plus poussée est

clairement sollicitée dans les domaines technologiques. Les formes d'une coopération opérationnelle - c'est-à-dire la participation directe de la troupe - recueillent 50% d'avis positifs. Quant à une adhésion à l'OTAN, 30% (- 1 pp) des personnes interrogées continuent d'y être favorables.

L'attachement à la neutralité demeure moins marqué qu'avant la guerre en Ukraine

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, la population suisse est moins fortement attachée à la neutralité (janvier 2022: 97%; janvier 2024: 91%, -6 pp). Les personnes interrogées sont toutefois divisées sur le postulat selon lequel la Suisse doit prendre clairement fait et cause pour telle ou telle partie dans les conflits politiques à l'étranger, mais rester neutre dans les conflits militaires (favorables: 51%, -6 pp). Des prises de position claires sont plus fortement requises lors de conflits militaires (26%, +9 pp par rapport à janvier 2021).

Réalisation de l'enquête

Entre le 3 et le 22 janvier 2024, YouGov Suisse (anciennement l'institut LINK Marketing Services S.A.) a mené l'enquête par téléphone auprès d'un échantillon représentatif, soit auprès de 1223 personnes ayant le droit de vote et vivant en Suisse romande, en Suisse alémanique ou au Tessin. L'erreur d'échantillonnage se situe - pour un degré de fiabilité de 95% - dans le plus défavorable des cas à $\pm 2,9\%$.

OTAN

Un bureau à Genève

L'OTAN devrait ouvrir cette année un bureau de liaison dans la Genève internationale. Aussi bien le Conseil fédéral que l'Alliance atlantique ont approuvé le 3 avril 2024 le scénario, selon un document de l'armée suisse publié par la *Wochezeitung*. Le secrétaire général de l'OTAN va proposer la création d'un fonds de 100 milliards sur cinq ans pour aider l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie, a-t-on appris mardi 3 avril 2024 de sources diplomatiques.

Nucléaire

Ne pas adhérer au TIAN

Berne ne doit pas adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Le Conseil fédéral a refusé le 27 mars 2024 de revoir sa position. Le TIAN a été négocié au sein de l'ONU en 2017. La Suisse a joué un rôle important dans les négociations, avant de renoncer à le signer en 2018. L'utilisation d'armes nucléaires n'est pas compatible avec le droit international humanitaire, a rappelé le Conseil fédéral. Surtout dans le contexte international actuel, caractérisé par le retour sur le devant de la scène des questions de politique de sécurité, du fait de la nouvelle guerre en Europe.

Assemblée des délégués de la SSO 24 Les prochaines semaines seront de la plus haute importance pour la politique de sécurité suisse

Les délégués de la Société Suisse des Officiers (SSO) ont réélu, samedi 09.03.2024, le colonel Dominik Knill à la présidence de la SSO pour une année. L'ASM prend acte de cette décision. Cette décision ne change rien à la poursuite conséquente du travail de l'ASM en faveur d'une armée suisse forte et capable de se défendre, ainsi qu'à l'entretien et au soutien importants des activités hors du service. L'armée a un besoin urgent d'un financement et d'une alimentation durables.

Lors de l'assemblée des délégués du 9 mars 2024 à Lugano TI, les délégués de la SSO ont réélu leur président, le colonel Dominik Knill. L'ASM prend acte de cette décision démocratique de base des délégués.

Il s'agit maintenant de poser les jalons

Les semaines à venir seront de la plus haute importance pour la politique de sécurité suisse. Pour l'ASM, il est clair que l'avenir d'une Suisse sûre et indépendante se joue avec l'alimentation en personnel et le financement de l'armée suisse. Les exigences sont claires: l'armée a besoin d'au moins 1% du PIB d'ici 2030 au plus tard pour renouveler

les systèmes d'armes, en particulier ceux des troupes au sol, et pour combler les lacunes en matière de capacités.

Par ailleurs, l'ASM attend en 2024 la décision du Conseil fédéral concernant le service de sécurité obligatoire, afin de garantir l'alimentation de l'armée à moyen et long terme. Le VMG compte toujours sur ses partenaires, dont l'Alliance Sécurité Suisse, la Fédération sportive suisse de tir et la Société suisse des officiers, pour soutenir ensemble les demandes importantes et urgentes de l'armée.

Maj Frederik Besse,
chef de la communication de l'ASM

Indépendance vaudoise Les libertés du peuple

L'émancipation, l'indépendance et la paix ne sont jamais définitivement acquises. Les habitants des pays démocratiques s'en réclament; mais, constamment, de telles notions doivent être remises en lumière.



Le cap Robin Monod.



L'adj EM Billy Meyer; le sdt Laureline Wasilewski; le conseiller d'État Vassilis Venizelos.

Déjà, le 24 janvier 1798, les ancêtres auraient des temps incertains. L'instauration d'un nouveau régime ne se ferait pas sans heurts. En 2024, les contemporains sont confrontés à des problèmes similaires.

Des guerres prévisibles

Mercredi 24 janvier 2024, à Lausanne, des militaires commémoraient le 226^e anniversaire de l'indépendance du canton de Vaud. Pour la plupart, ils appartenaient à la section de Lausanne de la Société vaudoise des officiers. Débutant la cérémonie sur un lieu historique, la place de la Palud, les participants se rendaient ensuite dans la salle du Grand Conseil. Quelques personnalités civiles les avaient rejoints. Menant la section locale de la SVO, le cap Robin Monod accueillait les hôtes. Des orateurs se succédaient à la tribune.

Citons le chef du Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité, le conseiller d'État Vassilis Venizelos; le premier vice-président du Grand Conseil, M. Jean-François Thuillard; le remplaçant du cdt des Forces aériennes, le br Christian Oppliger.

Le dernier nommé disait son inquiétude, devant la résurgence des conflits. Soudainement, à l'encontre d'Israël, le Hamas déclenchait une série d'attaques terroristes. Dès le 7 octobre 2023, les habitants sombraient dans la guerre. Quand bien même, durant 177 ans, la Suisse a été épargnée, des troubles pourraient survenir aussi sur son territoire.

«Sans actions préventives», affirmait le conseiller d'État Venizelos, «les citoyens ne peuvent pas garantir la liberté et la paix». Donc, le service militaire s'avère indispensable.



Le Lt col Etienne Küng (un ancien pdt de la SVO Lausanne) et ses fils, MM. Florian et Fabien Küng.

Le br Christian Oppliger rappelait ses origines bernoises. Aujourd'hui, on retrouve son patronyme, notamment à Merligen et à Sigriswil. «En 1798», relevait l'officier général, «mes aïeux regagnaient leurs terres».

Mais, les 262 années d'occupation bernoise ne pouvaient pas être oubliées facilement. Dorénavant, ceux qui se réclamaient des idéaux de la Révolution française (liberté, égalité, fraternité) devaient consentir de grands efforts (persévérance, vigilance, etc.).

Auparavant, quelques personnages avaient beaucoup souffert. Prenant la parole, le cap et historien Edouard Hediger évoquait le souvenir de Pierre-Nicolas Chenaux (1740-1781). L'intéressé tenta de renverser le gouvernement patricien fribourgeois. Arrêté, Chenaux fut décapité, et son corps démembré.

Ce révolutionnaire est cité en exemple. A Bulle, au pied d'une statue, le passant peut lire ces quelques mots: «La Gruyère, à Pierre-Nicolas Chenaux, mort le 5 mai 1781, pour la défense des libertés du peuple».

Le «Soulèvement Chenaux» fut vraisemblablement inspiré par l'avocat Jean Nicolas André Castella (1739-1807): celui-ci devint, à Paris, un des principaux animateurs du Club helvétique. Les membres encourageaient les Français à intervenir en Suisse, préparant ainsi la révolution de 1798. P.R.



Le Lt col Yann Donon et le br Christian Oppliger.



Le cap Edouard Hediger et le div Mathias Tüscher.



Le Lt col EMG Christophe Gerber et le Lt col Michel Gerber.

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: sgt Eric Rapin
Vice-président: sgt Blaise Nussbaum
Secrétaire: cap Danielle Nicod
Caissier: four Jacques Levailant
Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

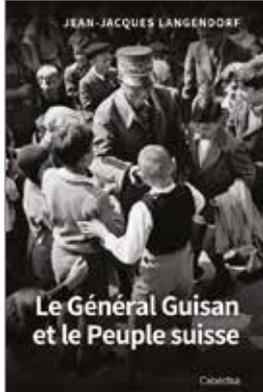
Commission de rédaction: sgt Francesco Di Franco
Membres: François Jeanneret, ancien conseiller national, sgt Pierre Messeiller, M. Patrice Rossel, plé Christian Python, adj sof

Pierre-Louis Pasche, cpl Michel Pidoux.
Correspondant permanent: col Jean-Luc Piller. **Correspondant:** M. Patrice Rossel.
Conseil juridique: M^e Gloria Capt, Docteur en droit, avocate.

Le Général Guisan (1874-2024) et le Peuple suisse

La Suisse fête cette année le 150^e anniversaire de Henri Guisan (1874-1960). Dans une époque oubliée, pour ne pas dire amnésique, le présent ouvrage entend rappeler ce qu'il a incarné pour le pays lors de la guerre de 1939-1945 et de la mobilisation générale, à savoir l'esprit de résistance, sous des formes diverses, d'un petit pays neutre entièrement encerclé par de redoutables dictatures national-socialiste au nord et fasciste au sud.

En plus un pays dont l'allié potentiel à l'ouest, la France, a été vaincu en quelques semaines par les armées de la dictature allemande. Dans son avant-propos, l'auteur montre combien la situation mondiale, et par contrecoup celle de la Suisse, s'est assombrie ces dernières



années et combien un recours à «l'esprit de Guisan» est de nouveau devenu nécessaire, esprit que résume la belle devise de Guillaume Ier d'Orange-Nassau: «Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer.»

Ce livre bienvenu rappelle cette période importante de l'histoire suisse, fait le portrait d'un homme exceptionnel (toujours personnalité préférée des suisses en 2022), dans un pays aux abois, et pose une question essentielle: aujourd'hui, devant les défis de l'avenir, quel Guisan avons-nous?

Jean-Jacques Langendorf est historien et écrivain, directeur de recherche à l'Institut de stratégie comparée de Paris. On lui doit de nombreux ouvrages, dont Le Général Guisan et l'esprit de résistance (avec Pierre Streit) et Capitulation ou volonté de défense? publiés aussi aux Éditions Cabédita.

Deux ouvrages de l'adj major Jimmy Delaloye



A la question: Pourquoi as-tu publié un livre sur Savatan? j'aurais envie de répondre simplement: parce que j'en avais envie, pour me faire plaisir. 20 années passées sur le rocher de Savatan aux ESO/ER inf mont 10/210 m'ont permis d'engranger tellement de souvenirs que je désirais les partager avec tous ceux qui, de près ou de loin, ont entendu ce mot magnifique entré dans la légende «SAVATAN». Savatan: sa rusticité, son confort spartiate, presque un autre monde, un autre temps. J'évoque mes rapports avec les Commandants d'écoles, avec les camarades instructeurs (renommé «enseignant») avec les cadres de milice et avec les soldats. Certains ne m'ont pas particulièrement frappé; d'autres, par leur style, leur comportement, leur sang-froid, leur gouaille ou leur audace m'ont fait bondir. Avec eux, j'ai partagé d'excellents moments sur nos places de tir habituelles, dans les vals d'Hérens ou d'Anniviers, des moments pénibles dans la neige et le froid, des situations parfois cocasses, des moments «chauds» lors de certains exercices mais aussi des instants magiques lors des journées des parents ou des inspections. Ce livre est



truffé d'anecdotes, souvent drôles. «Moments forts de mes 20 ans à Savatan» était né. L'armée est déjà un autre monde, et Savatan l'était encore davantage...

Ce livre enfin sous toit, j'envoyais le manuscrit à diverses maisons d'édition. Durant l'attente de leur décision, je me décidais à écrire un deuxième ouvrage sur les 30 ans passés en uniforme. Du jour du recrutement à la journée d'adieu du Commandant des Forces Terrestres, je relate toutes les étapes de cette vie sous les drapeaux. A nouveau mon sens de l'humour me pousse à ne rédiger que les situations les plus étranges et les moments les plus drôles. Une tranche de vie sous forme de recueil d'anecdotes: mon passage à l'EO inf de Chamblon, à l'E sgtm de Thoune, mes services de milice, des cours de répétition, des cours pour instructeurs. Tout y passe. «30 ans sous la bannière» était prêt. Finalement las d'entendre des «oui, peut-être» et des «oui-intéressant-on va vous recontacter» des maisons d'édition, je décidais d'avoir recours à l'auto-édition. Ainsi sortirent de presse ces deux ouvrages. A mes futurs lecteurs, je souhaite autant de plaisir à les lire que j'ai eu à les rédiger. Semper fidelis.

Adj major Jimmy Delaloye
Disponibles sur amazon.fr

fidexaudit

Derrière chaque écriture une histoire

- Expertise comptable
- Audit
- Fiscalité
- Conseil d'entreprise
- Salaire et conseil en Ressources Humaines
- Conseil juridique
- Conseil en matière de succession

Lausanne - Morges - Vevey

www.fidexaudit.ch +41 21 331 02 02



FIDUCIAIRE | SUISSE



1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50

Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

Kosovo

La Suisse reprend les rênes de la compagnie de transport

La relève du 49^e par le 50^e contingent de la Swisscoy a eu lieu le 11 avril 2024 au Kosovo. Le nouveau contingent commence son engagement sous le commandement du colonel Cyrus Wagner, avec un effectif renforcé de 215 militaires. Ces forces supplémentaires permettent à la Suisse de reprendre la conduite de la compagnie de transport multinationale de la KFOR et d'augmenter ainsi sa contribution à la sécurité et à la stabilité dans les Balkans occidentaux.



L'an dernier, de nombreux événements se sont produits dans les régions d'engagement de la promotion militaire de la paix partout dans le monde, y compris au Kosovo. Les incidents qui ont éclaté dans le nord du pays en mai 2023 démontrent une nouvelle fois la fragilité de la situation. Dans ce contexte, la

KFOR continue de jouer un rôle décisif de garante de la sécurité et de la stabilité de la région, ce qui est important pour notre pays en matière de politique de sécurité.

Le changement de contingent d'avril dernier met en œuvre le renforcement de la Swisscoy décidé par le Conseil fédéral et le Parle-

ment. Avec 20 militaires supplémentaires, la Suisse augmente considérablement sa contribution au sein de la compagnie de transport multinationale de la KFOR. Cette compagnie fournit des prestations essentielles dans le domaine des transports de personnes et de matériel pour l'ensemble de la mission.

Dans le cadre du renforcement du contingent, les forces armées autrichiennes ont remis à la Suisse le commandement de cette compagnie multinationale le 9 mars 2024 déjà. La reprise de la compagnie de transport permet à notre pays de renforcer son engagement au profit de l'OTAN dans le cadre de la KFOR et d'aider la mission à s'adapter aux nouvelles conditions en matière de sécurité dans la région. La Suisse contribue ainsi aux efforts de stabilisation dans les Balkans occidentaux et assume ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale. Les jeunes cadres militaires ont en outre la possibilité d'assumer des tâches de conduite dans un engagement multinationale, par exemple comme commandant de compagnie, et d'acquiescer de précieuses expériences. L'armée tire également profit de cette situation en développant ses capacités et ses compétences.

En conséquence, la part OPCON, c'est-à-dire la proportion d'éléments suisses qui sont directement attribués à la KFOR pour remplir le mandat opérationnel, progresse et dépasse désormais 80%.

Centre de compétences SWISSINT

La promotion de la paix sur le plan international est l'une des trois missions de l'Armée suisse. Actuellement, ce sont environ 300 hommes et femmes, du simple soldat au divisionnaire, qui s'engagent en faveur de la paix dans 18 pays. En tant qu'organe de commandement national, le centre de compétences SWISSINT de l'armée est responsable de la planification, de la préparation et de la conduite de tous les contingents militaires suisses et du personnel engagé individuellement dans un engagement de promotion de la paix à l'étranger.

Olympique des cuisiniers militaires

L'Armée suisse remporte le titre

Le Swiss Armed Forces Culinary Team (SACT) – l'équipe de cuisiniers d'élite de l'Armée suisse – a remporté la médaille d'or de la catégorie «Community Catering» en finale de l'Olympiade des cuisiniers à Stuttgart.



L'équipe, composée de six cuisiniers militaires, s'est imposée face à 20 autres équipes. Elle a en outre été désignée meilleure équipe militaire de toutes les nations participantes. Le jury international lui a attribué une note supérieure à 90 points, ce qui correspond à une médaille d'or. L'Olympiade des cuisiniers à Stuttgart est la plus grande manifestation d'art culinaire au monde. Elle est organisée tous les quatre ans. Les participants ont cuisiné un menu pour 120 personnes composé de trois plats apéritifs, d'une entrée, de deux plats principaux différents mettant chacun l'accent sur les légumes et d'un mini-dessert.

Le Swiss Armed Forces Culinary Team (SACT) est subordonné au Centre d'instruction de la subsistance à Thoune. Il associe savoir-faire civil et besoins militaires au plus haut niveau.

Pour votre publicité

renseignements

lire en page 5

Set Ibiza FR

**Restylée en 2021,
40 ans en 2024**



Lancée en 1984, la cinquième génération de l'Ibiza a été restylée en 2021. La révolution est à bord. Suivez-nous!

Le plus ancien modèle de la marque espagnole a subi une légère mue extérieure lors de cette mise à jour de 2021: de nouvelles jantes et des optiques à LED de série offrant une signature lumineuse typique de la marque. C'est à l'intérieur que de grands changements ont été opérés. Un tableau de bord totalement revu avec des matériaux plus valorisants comme du plastique moussé sur la planche de bord plus fine et horizontale. Au centre, un écran tactile de 92 pouces alors que derrière le volant, les compteurs numériques s'affichent sur un écran de 10,25 pouces divisibles en trois panneaux. Aux extrémités, les aérateurs sont devenus ronds et lumineux. Quant au volant, il est habillé en cuir nappa.

L'aide à la conduite a également été complétée avec la reconnaissance des panneaux de signalisation, le régulateur adaptatif couplé au maintien dans la voie, le travel assist qui surveille à l'aide de caméras, les marquages au sol et les virages, les feux automatiques...

Côté mécanique, deux moteurs à essence. Le trois cylindres Eco TSI de 999 cm³ développant 110 et le 4 cylindres de 1,5 litres de 150 ch. Pour le premier, le prix plancher est à CHF 25 150 avec une boîte manuelle à six rapports. Alors que le second, son unique prix est à CHF 31 300 (en finition FR).

Pour notre essai, la version 3 cylindres en finition FR (CHF 29 400) avec sa boîte à 7 vitesses DSG nous a totalement convaincus en conduite urbaine. Mais lorsqu'il faut passer à la vitesse supérieure, il lui faut du temps et ça mouline, pire encore en mode «Sport», même en jouant avec les palettes au volant. Bref, le 4 cylindres nous semble plus intéressant, même s'il consomme un poil de plus. Notons que de nombreux équipements (mêmes ceux énumérés plus haut) sont en option, mais des offres avantages clients «Move FR» ou «Anniversary» font baisser les prix. Sautez sur l'occasion. L'Ibiza le vaut bien.

fdf

Site de la marque: www.seat.ch



VW Amarok Double Cab PanAmericana Véhicule utilitaire par excellence

La deuxième génération de l'Amarok a été totalement revue. Un peu encombrant pour la ville, le pick-up excelle pour sortir des sentiers battus et pour tracter jusqu'à 3,5 tonnes.



Après le succès planétaire de la première génération lancée en 1989 et construite à Hanovre, l'Amarok repart pour un second tour avec une sérieuse montée en gamme. Mais cette fois, la branche utilitaire de Volkswagen (Volkswagen Véhicules Utilitaires-VWVU) s'est approchée du groupe américain Ford pour partager la plateforme du nouveau Ranger. L'Amarok est donc aussi produit par l'usine de la marque américaine en Afrique du Sud. La patte de Volkswagen reste, fort heureusement, très reconnaissable aussi bien extérieurement, que du côté des finitions et de l'équipement.

Cet impressionnant pick-up de 5,35 m de long, partage également avec Ford, les transmissions, mais aussi les deux moteurs diesel, soit

le 2 litres de 125kW/170ch avec sa boîte à 6 vitesses manuelle et 405Nm (dès CHF 53 542) ou le V6 3 litres de 177kW/240ch et 600Nm. Cette version plus puissante dotée d'une boîte automatique à 10 rapports, anime la version Style Basic à CHF 65 910, la PanAmericana à CHF 72 870 et l'Aventura à CHF 75 227.

Avec le modèle de presse, le PanAmericana, nous avons pu constater, dans le terrain, ses incroyables capacités à se dépêtrer de toutes les situations:

passage de gué à 80 cm, angles d'attaque de 30° et angles de fuites de 26°. A noter que tous les modèles sont équipés de série de la transmission intégrale 4MOTION, soit en mode enclenchable ou automatique. Et grâce à une charge utile allant jusqu'à 1,19 tonne et une charge tractée allant jusqu'à 3,5 tonnes, le nouvel Amarok maîtrise toutes les missions.

Dans l'habitacle, les places avant sont généreuses et d'un bon niveau de confort qui permet les trajets longues distances. Dommage qu'il manque un couvre benne coulissant (en option), permettant ainsi d'utiliser la plateforme arrière comme coffre. Mais pour le reste, l'équipement est digne d'une allemande, comme on les aime.

fdf

Site de la marque: www.volkswagen.ch

Alfa Romeo Tonale Q4 1.3 Plug-in Hybrid Un vent de renouveau a soufflé

On pensait que la marque sportive italienne était sur le déclin. Mais un vent de renouveau souffle enfin sur Alfa Romeo avec sa première hybride qui est produite dans la région de Naples.



Ce quatre roues motrices (Q4) pourvu d'une boîte automatique à 6 rapports, est doté d'un moteur électrique d'une capacité de 15,5kWh offrant une puissance de 122 ch distribuée sur les roues arrières. En mode électrique, il est possible de parcourir environ 60 km et si on enfonce la pédale d'accélération, le turbo essence lâche 180 ch. Les deux combinés développent une puissance totale de 280 ch sur les quatre roues.

Pour ce qui est de ses performances, les 6,2 secondes nécessaires pour passer de 0 à 100km/h sont un bon score, tenant

compte de ses 1835 kg. Ceci explique également une consommation au-dessus qu'espérée puisque la moyenne relevée est de 7,9l/100 km.

Le Tonale est proposé en 3 niveaux de finition: la Junior et la Milano. Dans la péninsule, on ne parle que de lui, le SUV Tonale. Mais les fans sont plus intéressés à la version 1,6 diesel de 130 ch, qui est affiché à CHF 44 900. Dans nos contrées, les versions hybrides rechargeables semblent prendre le dessus. Que ce soit le diesel 1,5 litres de 130 ch ou, mieux encore, le moteur turbo essence de 1332 cm³. C'est du reste ce dernier, avec sa splendide robe Blue Misano (photo) que l'importateur nous a mis à disposition et qui a attiré tous les regards.

compte de ses 1835 kg. Ceci explique également une consommation au-dessus qu'espérée puisque la moyenne relevée est de 7,9l/100 km.

Le Tonale est proposé en 3 niveaux de finition: le SUV hybride 280ch Sprint est annoncé à CHF 54 900, puis, le Veloce et le Tributo qui lui, culmine à CHF 65 900. L'équipement et les finitions sont à la hauteur du prix. Seul le volume du coffre est décevant avec ses 385 litres, contre 500 pour le modèle non électrifié.

Les amoureux de la marque peuvent être rassurés, le plaisir au volant, le raffinement et le confort sont est toujours présents et Alfa Romeo a encore de beaux jours devant lui.

fdf

Site de la marque: www.alfaromeo.ch

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Christophe Croset
Secrétariat central: Genny Cramer
 079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch
Adresse internet: www.suov.ch

Nam: Pour vos textes ASSO, pub et tarifs, renseignements en page 5



quelques lignes par les propos ci-dessous: le plt Pascal Abbet fin connaisseur de l'aviation militaire entre autres et passionné d'Histoire Militaire a eu la gentillesse d'être le rapporteur de la Vieille Garde pour le **Nam**, voici le résumé de l'exposé de notre orateur du soir. Et je remercie également le col Monnerat d'avoir eu la gentillesse de compléter et modifier quelques passages.

1. Emploi de l'espace orbital

- L'usage de l'espace se développe de manière rapide, même de façon exponentielle ces 10 dernières années
- Les promoteurs et acteurs de ce développement proviennent de plus en plus du privé, alors que ce sont les états qui ont été les pionniers, tout en restant un client majeur pour les opérations de défense...
- La maîtrise de l'espace est indispensable au maintien de la supériorité en matière de défense et de sécurité
- Cet environnement physique appartient au premier arrivé (c'est le droit actuel)... premier arrivé, premier servi! Les mégaconstellations correspondent à une occupation préventive de l'espace.
- Sans présence dans l'espace, pas d'accès à l'information, aux capacités de communication, donc pas de moyen de conduite stratégique, opérative et tactique

2. Ambitions de l'Armée

- Disposer d'une maîtrise de cette dimension pour rester crédible et y prendre notre place
- Développement de 5 capacités opérationnelles
 1. Image de la situation espace
 2. Contribution à l'acquisition d'informations
 3. Contribution aux télécommunications
 4. Contribution à la navigation de précision
 5. Mesures et contre-mesures

3. Développement du projet

- Développement des concepts et des systèmes en étroite collaboration avec le privé et les académies nationales
- Le système de milice permet d'accéder à bon compte à des compétences de haut niveau, dont dispose le pays
- Les moyens actuels sont encore modestes, mais sont appelés à

ASSO - Vétérans



Agenda

L'assemblée générale aura lieu le 7 juin 2024 à Thoun, les renseignements vous parviendront en temps utiles. Merci de réserver cette date importante où les Romands et Tessinois sont aussi les bienvenus.

ASSO - section de Genève



Succès pour «Le Vermouth».

Mardi 02 janvier 2024 la section genevoise de l'ASSO organisait comme à l'accoutumée son Toast à la Patrie appelé «Le Vermouth».

Cette première manifestation de l'année réunit en général de nombreuses personnalités politiques, militaires, consulaires, civiles, associatives, ainsi que les membres de l'ASSO. Section genevoise d'un âge fort respectable puisqu'elle a été fondée en 1885 par le Général Guillaume-Henri Dufour.

Cet événement a d'ailleurs lieu dans la Maison de feu le Général. En effet, la Section de l'ASSO y a son siège comme de nombreux autres groupements et associations militaires, civils, culturels.

Cette demeure est gérée par La Fondation de la Maison Dufour.

Les orateurs du jour choisis par le Comité de l'ASSO-Genève ont été les suivants: le colonel Ludovic Monnerat Head of Space Domain - Swiss Armed Forces pour l'exposé ou message militaire et Monsieur André BUGNON ancien député du canton de Vaud, ancien Conseiller National et Président de la même chambre de 2007 à 2008 pour la partie politique et patriotique.

Le col Ludovic Monnerat nous a amenés en orbite géostationnaire et nous a captivés par son exposé que nous pourrions résumer en



croître rapidement – un rapport à ce sujet est en cours de préparation pour le Conseil fédéral

- La croissance des moyens et du dispositif sera en partie assurée par la collaboration avec nos partenaires en Suisse, sans exclure la coopération avec l'étranger.

4. Conclusion

- Atteindre un niveau suffisant pour une défense crédible! Sans maîtrise de l'information et des communications, pas de défense possible...

M. Bugnon quant à lui en tant qu'ancien membre de la commission de sécurité du parlement nous a exhortés à la vigilance et à rester unis pour garder une défense crédible face aux nouvelles menaces et au terrorisme, ainsi qu'à la montée du radicalisme religieux.

Et d'éviter de se laisser gagner par le chant des sirènes d'un certain GsSA. J'ose imaginer que parmi cette noble assemblée patriotique cette mélodie faussement pacifiste trouve beaucoup d'oreilles accueillantes.

M. Bugnon a également fait référence à certains ouvrages intéressants qui l'ont captivé pendant les fêtes.

Nous tenons à relever et à remercier quelques personnalités qui ont eu la gentillesse de nous honorer de leurs présences: le divisionnaire Claude Meier officier général auprès des centres dédiés à la politique de paix et de sécurité à Genève, Mme le colonel Monika Bonfanti commandante de la police genevoise, M. le Major Constantin Franziskakis, Mme Simone de Montmollin et Daniel Sormani, Mme Marine Le Bellec consule adjointe au Consulat général de France à Genève, M. Mathis Kern Consul Honoraire de la République fédérale d'Allemagne

Selon l'usage le mot de bienvenu de cette soirée a été présenté par la Présidente de section Mme le cap Estelle Schwager.

Le Lt Jonathan Magnin a présenté les divers orateurs.

Le Lt Léo Cerutti a remis le prix de mérite à deux éminents membres qui coordonnent le groupe de Marche et qui presque chaque dimanche, ainsi que pour la Marche De Nimègue se donnent depuis des années énormément de peine pour mobiliser et entraîner de nombreux marcheurs.

Les prix de mérites ont par conséquent été remis au col EMG Norberto Birchler et au col John Lingg.

Le Célébré hymne de la république et canton de Genève a été entonné par l'assemblée à la suite du col Dominique Louis et le cantique Suisse par le plit Christian Python président de la Vieille Garde de l'ASSO-Genève.

La cérémonie s'est comme à l'accoutumée terminée au buffet autour d'un bon verre de vin genevois offert par les autorités genevoises.

Premier-lieutenant Christian Python

Président de la Vieille Garde, membre du comité de Nam

«Au-delà des frontières physiques»

Résumé de la conférence du 28 février: «Au-delà des frontières physiques: l'ex-territorialisation des conflits à l'ère du numérique» / Demande d'accès au support de présentation: asso@stephanekoch.swiss.

L'ère numérique a profondément transformé la nature des conflits, estompant les frontières physiques traditionnelles des champs de bataille. Internet et les réseaux sociaux, initialement conçus comme des outils d'émancipation et de liberté d'expression, sont aujourd'hui détournés par des régimes autoritaires pour fragiliser les démocraties de l'intérieur, en exploitant ces mêmes libertés pour mener des opérations d'influence et de désinformation.

En effet, il existe une asymétrie entre pays démocratiques et autoritaires en termes de potentiel d'influence via les réseaux sociaux. Alors que les citoyens des démocraties peuvent librement critiquer leurs gouvernements, ceux des régimes autoritaires qui dénonceraient la propagande officielle seraient sévèrement réprimés. Cette vulnérabilité des sociétés ouvertes est activement exploitée pour tenter de les déstabiliser de l'intérieur.

Cette «nouvelle» forme de guerre cognitive vise à influencer les croyances et les comportements des individus et des groupes, jusqu'à potentiellement diviser des sociétés entières. Elle s'appuie sur un arsenal allant du cyber aux sciences sociales en passant par la manipulation de l'information. Les réseaux sociaux offrent un terrain de jeu idéal pour cibler des personnalités influentes ou de larges audiences. L'utilisation de l'intelligence artificielle amplifie encore ces menaces,



Stéphane Koch lors de la conférence

permettant d'automatiser et de personnaliser les campagnes d'influence à grande échelle. Paradoxalement, l'IA peut aussi être un outil précieux pour détecter et contrer ces opérations.

Le conflit russo-ukrainien illustre parfaitement cette exterritorialisation et cette omnidirectionnalité des conflits modernes. Les cyberattaques sont devenues une arme de choix, y compris sous faux drapeaux, pour les groupes pro-russes, cherchant à étendre le périmètre physique du conflit aux pays qui participent aux sanctions économiques à son encontre, par des actions dans le cyberspace. Des attaques DDoS massives ont ainsi visé des sites web gouvernementaux et d'infrastructures critiques dans de nombreux pays, dont la Suisse en juin 2023.

Face à ces menaces d'un genre nouveau, la souveraineté numérique apparaît comme un enjeu crucial. Il s'agit pour les États de maintenir un contrôle et une indépendance stratégique sur leurs actifs et infrastructures numériques critiques. Cela passe par des mesures de cybersécurité renforcées, une résilience accrue face aux attaques, mais aussi par une meilleure maîtrise de l'information. Cependant, le «Vulnerability Equity Process» (VEP) par lequel certains gouvernements décident de divulguer ou non les failles de sécurité découvertes soulève des questions éthiques. Ce manque de transparence peut mettre en danger le grand public si ces vulnérabilités sont exploitées par des acteurs malveillants.

Un autre défi est la puissance acquise par certaines entreprises privées détenant des armes numériques (logiciels malveillants) qui les rendent aussi influentes que certains États. Les dommages causés dans le cyberspace peuvent être aussi dévastateurs que ceux infligés par des armes physiques. Cette privatisation de la cyberpuissance brouille les lignes entre acteurs étatiques et non-étatiques.

L'intelligence artificielle (IA) ajoute une nouvelle dimension à cette complexité. Elle peut être utilisée pour détecter et contrer les opérations d'influence, mais aussi pour les amplifier et les rendre plus crédibles. La course à l'IA entre acteurs étatiques et privés soulève des questions sur la gouvernance de ces technologies. Cependant, la réponse ne peut être uniquement technologique ou sécuritaire. Face à ces défis multidimensionnels, l'éducation est un pilier fondamental pour renforcer la résilience des sociétés démocratiques. La littératie numérique, en cybersécurité et informationnelle, sont des enjeux démocratiques majeurs à l'ère du numérique. L'exemple de l'Estonie, qui a intégré l'éducation au numérique dès le plus jeune âge, est inspirant.

En conclusion, l'évolution de la guerre à l'ère numérique pose des défis inédits aux démocraties. Face à des menaces hybrides combinant cyberattaques, désinformation et manipulation cognitive, une approche globale est nécessaire. Renforcer la souveraineté numérique, la cybersécurité et investir massivement dans l'éducation et la littératie numérique des citoyens sont des priorités pour préserver la résilience et la vitalité du débat démocratique face aux ingérences extérieures. La coopération internationale et la gouvernance des technologies émergentes comme l'IA seront également déterminantes. La gestion responsable et transparente des vulnérabilités zero-day et la régulation des armes numériques privées sont également des enjeux cruciaux.

Stéphane Koch

«Connecting dots between human and technology», Vice-President of the Board of Directors of Immuniweb SA | AI for Application Security ImmuniWeb® is a global provider of web, mobile and API Application Security Testing (AST) and Attack Surface Management (ASM).

ASSO - Vieille Garde section de Genève

Conférence du Lt-col Roland Bodmer

Résumé de la conférence du mercredi 20 mars 2024 dans le cadre du cycle des Stamms-Conférences-Lunchs de la Vieille Garde de l'ASSO Genève et de DENKMAL avec 37 participantes et participants.



Le Lt-col Roland Bodmer lors de sa conférence «Opération Thalantine - Prise d'otage et libération du Ponant»

Le Ponant en 2008, lors duquel des pirates somaliens ont pris en otage le voilier trois-mâts de croisière Le Ponant.

Contexte:

- Les actes de piraterie étaient monnaie courante le long des côtes somaliennes, un pays plongé dans une guerre civile depuis plusieurs décennies.
- La France disposait d'importants moyens militaires prépositionnés à Djibouti, à l'entrée de la mer Rouge.

L'attaque:

- Le 4 avril 2008, des pirates somaliens ont attaqué Le Ponant, un voilier de luxe de 88 mètres de long, battant pavillon français dans le golfe d'Aden.
- Le navire était équipé d'un système d'alerte de sûreté conformément à la réglementation internationale.

La prise d'otages:

- Trente otages ont été retenus à bord du voilier en mouvement par plus de dix pirates lourdement armés.
- Les pirates ont rapidement réclamé une rançon de 3 millions de dollars.

L'opération de libération:

- Les forces spéciales françaises, dont le GIGN et la Marine Nationale, ont été mobilisées.
- Le 11 avril 2008, les otages ont été libérés suite au versement d'une rançon.
- Une partie des pirates a été appréhendée en territoire somalien lors d'une opération hélicoptérée menée par la France, permettant également de récupérer une partie de la rançon.

Cette opération, baptisée Opération Thalantine, a été complexe et a impliqué des héros portant parfois simplement une casquette de marin. Vous pouvez en savoir plus en regardant le documentaire Opération Thalantine. *Résumé par plt Christian PYTHON*

ASSO -Vaud



Les activités de l'année

- du vendredi 31 mai au dimanche 3 juin: Bière
- du vendredi 5 au dimanche 7 juillet: Hongrin
- du vendredi 15 au dimanche 18 novembre: Bière
- du vendredi 29 novembre au 1^{er} décembre: Bourse aux armes de Lausanne

ASSO - section Yverdon et environs



Les exercices de l'année

- 25.05.2024 Exercice Gallinette (tir à Chamblon)
- 31.08.2024 Concours multidisciplinaire à Chamblon
- 05.10.2024 Tir franco-suisse à Chamblon

Nam

NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

2024 = 50^e anniversaire

Formulaire disponible également sur

www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

- Je désire recevoir Notre armée de milice et souscris un abonnement annuel de CHF 47.- (TVA comprise)
- Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de Notre armée de milice
- Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans Notre armée de milice (tarifs, grandeurs, dates de parutions)
- Marquer d'une croix

Nom	Prénom
Rue	NPA/Localité
Date	Signature

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Nam: un lien avec l'armée

Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Que se passe-t-il dans notre armée?

CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, Notre armée de milice (tirage imprimé 4000 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humour, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?

Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à Notre armée de milice qui ne coûte que CHF 47.- par année (TVA comprise).

Per le finanze dell'esercito! Le società delle milizie chiedono d'unire le forze

Nelle ultime settimane, il capo dell'Esercito, il comandante di corpo Thomas Süssli, ha giustamente scosso l'opinione pubblica la scorsa settimana, spiegando in modo plausibile la carenza di fondi dell'Esercito, ben nota dal gennaio 2023. Anche l'Associazione delle società militari svizzere (ASM) – e con essa le società di milizia – aveva avvertito un anno fa delle gravi conseguenze per l'esercito e quindi per la sicurezza del Paese se il budget non sarà portato all'1% del prodotto interno lordo (PIL) entro il 2030, ma solo entro il 2035. L'ASM chiede ora a tutte le forze politiche responsabili d'unire le forze a favore di una sicurezza credibile.

Solo per gli anni dal 2025 al 2027 mancheranno 1,4 miliardi di franchi per pagare i crediti d'impegno degli anni precedenti. Ma c'è di peggio: estendendo l'aumento del budget all'1% del PIL al 2035 anziché al 2030, alle forze armate mancheranno irrimediabilmente 11,7 miliardi di franchi per gli investimenti urgentemente necessari e per recuperare la capacità di difesa. Di conseguenza, le forze armate non saranno in grado di difendersi per i prossimi 15 anni. A partire dal 2030, l'esercito rischia di estinguersi anche perché l'artiglieria e i carri armati non potranno essere sostituiti in tempo. Cosa bisogna fare?

ASM favorevole alla chiusura dei ranghi: 1% del PIL entro il 2030

Data l'urgenza della politica di sicurezza – in realtà è già troppo tardi – c'è solo una soluzione efficace per l'ASM: le forze politiche responsabili – vale a dire il Centro, il PLR, l'UDC e il PVL – devono fare fronte comune e trovare rapidamente una soluzione finanziaria comune – la soluzione migliore e più semplice sarebbe quella di tornare alla risoluzione parlamentare originaria di aumentare la spesa militare all'1% del PIL al più tardi entro il 2030.

Audizione dell'ASM davanti al CPS-CS il 21 marzo 2024

L'Associazione svizzera dell'esercito (ASM) ha avuto l'opportunità di esprimere in modo chiaro e inequivocabile la propria posizione sul messaggio 2024 sull'esercito e sulle finanze dell'esercito in occasione dell'audizione davanti alla Commissione della politica di sicurezza del Consiglio degli Stati (CPS-CS) il 21 marzo 2024 a Palazzo federale a Berna. L'ASM è cautamente ottimista sul fatto che il Parlamento accolga le raccomandazioni dell'ASM e che nel 2024 si trovi una soluzione per aumentare il budget dell'esercito.

La difesa nazionale è lo scopo originario della Confederazione svizzera. Un esercito funzionante è di importanza esistenziale alla luce della minaccia di guerra che si sta diffondendo in Europa. L'esercito deve essere in

grado di svolgere la sua missione principale di "difesa". Tuttavia, il Consiglio federale sembra dare priorità ad altri compiti dello Stato rispetto alla sicurezza del Paese. Si

tratta di una priorità molto pericolosa. L'ASM si appella quindi al Parlamento affinché adempia alla sua responsabilità condivisa per la sicurezza della Svizzera. L'esercito ha urgentemente bisogno di maggiori risorse finanziarie per fare della Svizzera un Paese forte e rispettato dal punto di vista militare.

A titolo personale: nuovo vicepresidente dell'ASM!

Colgo l'occasione per informarvi che il comitato dell'ASM ha nominato un nuovo vicepresidente per la Svizzera tedesca, il colonnello Toni Frisch. Egli sostituisce il colonnello Alexander Kretlow. Il colonnello Toni Frisch è già membro del comitato ASM, in rappresentanza dell'Associazione svizzera dei sottufficiali (ASSU). Con Toni Frisch, ex capo della DSC, abbiamo un leader esperto e competente con una buona rete di contatti, molto rispettato in Svizzera e all'estero. Il colonnello Frisch ha fatto coraggiosamente il suo battesimo del fuoco il 21 marzo 2024 presso il CPS-CS.

Colonnello SMG Stefan Hostenstein,
Presidente ASM

Un segnale molto preoccupante!

L'Esercito rinuncia a «AirSpirit 24» e «DEFENSE 25»

A causa della difficile situazione finanziaria, il DDPS ha deciso inaspettatamente alla fine di gennaio 2024 di rinunciare ai grandi eventi militari previsti "AirSpirit 24" per le Forze aeree nell'agosto 2024 e "DEFENSE 25" per le truppe di terra l'anno prossimo. Secondo l'ASM, l'annullamento di questi importanti e rappresentativi eventi pubblici per le forze armate lancia un segnale molto preoccupante, anche alla luce della minacciosa situazione della politica di sicurezza in Europa.

Come giustamente sottolineato dal DDPS nella sua comunicazione del 26 gennaio, tali eventi pubblici sono di importanza centrale per le forze armate. Sono molto ben accolti dalla popolazione perché documentano le prestazioni e – cosa particolarmente importante per un esercito di milizia – la visibilità delle proprie truppe. Gli eventi servono a consolidare la fiducia, la reputazione e il rispetto delle forze armate tra la popolazione. Tuttavia, queste esercitazioni per risparmiare sui costi sono così piccole che il denaro risparmiato non basterebbe nemmeno per un vecchio caccia F-5 Tiger. Questo è molto preoccupante.

Mancanza di apprezzamento per le organizzazioni di milizia svizzere

Inoltre, le organizzazioni di milizia svizzere – sottufficiali, ufficiali e società specializzate – non ritengono che il DDPS prenda sul serio i loro immensi sforzi non retribuiti durante tutto l'anno con un tale "freno al risparmio". Non è la prima volta! In fin dei conti, sono proprio le società militari sopra citate a impegnarsi quotidianamente per l'esercito di milizia e per una

difesa nazionale credibile, con le loro svariate attività fuori servizio nel cuore della popolazione. Le manifestazioni aeree e gli eventi simili organizzati dall'esercito forniscono un ulteriore sostegno a questo lavoro di milizia.

Il popolo svizzero ha il diritto di vedere il proprio esercito

L'ASM è ovviamente consapevole della situazione finanziaria tesa e dei possibili problemi di liquidità dell'Esercito, in particolare a causa dell'insufficiente aumento del budget dell'Esercito da parte del Parlamento nel dicembre 2023. Tuttavia, ogni franco risparmiato sulle apparizioni pubbliche riduce la visibilità dell'Esercito. Tuttavia, la popolazione svizzera ha il diritto di vedere le Forze armate ogni volta che è possibile e di avere facile accesso ad esse. Soprattutto nell'attuale dibattito sul budget, l'Esercito dipende dal sostegno del popolo svizzero. La strada intrapresa dal DDPS con l'annullamento degli eventi è quindi sbagliata e deve essere rapidamente invertita.

Colonnello SMG Stefan Hostenstein,
Presidente ASM

Politica di sicurezza Inclusione coerente e sostenibile delle donne

In occasione dell'odierna Giornata internazionale della donna, l'Associazione delle società militari svizzere (ASM) chiede al Consiglio federale e al Parlamento di attuare al più presto la giornata informativa obbligatoria per le donne svizzere. Alla luce del peggioramento della situazione geopolitica e di sicurezza europea, non è mai stato così importante coinvolgere le donne in modo coerente e duraturo nella politica di sicurezza del Paese.

La situazione della sicurezza è in continuo peggioramento, anche in Europa. Per l'ASM è quindi chiaro che la politica di sicurezza della Svizzera è una questione centrale per tutti i cittadini. Per la maggior parte di loro, una giornata informativa è il primo contatto con l'Esercito svizzero, la protezione civile e la politica di sicurezza in generale, e serve come punto di partenza per mostrare loro le possibilità e le opportunità di una carriera militare.

La giornata informativa dovrebbe essere obbligatoria per entrambi i sessi

La giornata informativa ha lo scopo di fornire ai cittadini svizzeri informazioni di prima

mano sulla politica di sicurezza della Svizzera e sulle forze armate e di mostrare loro come possono impegnarsi. Gli uomini sono sempre stati obbligati a partecipare, mentre le donne possono farlo volontariamente. Tuttavia, sono poche le donne che ne fanno uso.

Quando parlo con altre donne della mia esperienza, sento spesso dire: "Se solo lo avessi saputo prima, avrei fatto volentieri il servizio", dice il sergente maggiore capo Nicole Sejk. Le donne perdono molte opportunità di scoprire una nuova professione, di migliorare le proprie competenze e, se del caso, di fare esperienza di guida dando un contributo prezioso alla sicu-

rezza del Paese, semplicemente perché non sono state sufficientemente informate. Le donne sono benvenute in tutti i settori dell'esercito, soprattutto nelle attività fuori servizio.

La giornata informativa è la direzione giusta, ma il ritmo deve essere accelerato

Alcuni progetti in questo ambito sono già stati avviati con successo. Il Cantone di Argovia ha introdotto una giornata di orientamento obbligatoria nel 2023. Qualche tempo fa, anche la direttrice del DDPS, Viola Amherd, si è espressa inequivocabilmente a favore dell'introduzione di una giornata di orientamento obbligatoria per le donne. L'ASM la sosterrà attivamente in questo impegno.

Per l'ASM una cosa è chiara: la direzione intrapresa per la giornata di orientamento professionale obbligatoria per le donne è quella giusta, ma ora bisogna accelerare il passo! Il Consiglio federale e il Parlamento hanno la responsabilità di garantire che la giornata di orientamento professionale obbligatoria sia rapidamente ancorata a livello federale come una delle misure prioritarie per migliorare la sicurezza e l'uguaglianza.

sgtm capo Nicole Sejk, membro del Consiglio di Amministrazione ASM

A favore di una Patrouille Suisse sostenibile Niente smantellamento degli F-5!

Dopo che il Consiglio nazionale e il Consiglio degli Stati non hanno approvato la proposta di smantellamento degli aerei da combattimento F-5 Tiger nell'autunno del 2022, l'ASM è sorpresa nell'apprendere che gli F-5 Tiger saranno ora disattivati entro la fine del 2027, lasciando la Patrouille Suisse di fronte a un futuro incerto. L'ASM si oppone chiaramente al smantellamento degli F-5 Tiger ed è fermamente a favore del mantenimento della Patrouille Suisse, importante per l'esercito nell'incerta e minacciosa situazione europea.

Ancora una volta - come nel dibattito del 2022 - sono quasi esclusivamente i fattori di costo ad essere addotti a favore del smantellamento della flotta di F-5 Tiger alla fine del 2027 e quindi a staccare la spina alla Patrouille Suisse, così importante per l'esercito svizzero. Come nel 2022, l'ASM sottolinea che i caccia F-5 - nonostante i costi operativi annuali di circa 40 milioni di franchi - sono relativamente poco costosi e continuano ad essere importanti per l'esercito svizzero nel contesto dell'addestramento al combattimento aereo, della presentazione dei bersagli, dell'addestramento e dei voli di

prova. L'aeronautica statunitense, ad esempio, continuerà ad utilizzare i caccia F-5 Tiger fino al 2050.

La giornata informativa dovrebbe essere obbligatoria per entrambi i sessi

La Patrouille Suisse è saldamente ancorata sia al nostro esercito di milizia sia alla popolazione svizzera di tutte le fasce d'età e rappresenta perfettamente le nostre forze armate con le sue numerose apparizioni. Non solo è un importante biglietto da visita per la nostra popolazione grazie

alla sua visibilità, ma gode anche di un'alta reputazione internazionale. Sarebbe quindi inopportuno, se non addirittura negligente, dismettere ora i caccia F-5 Tiger - vista la difficile situazione geopolitica - e mettere a repentaglio il futuro della Patrouille Suisse.

La giornata informativa è la direzione giusta, ma il ritmo deve essere accelerato.

Dopo il chiaro segnale dato dal Parlamento nell'autunno del 2022 di mantenere la Patrouille Suisse con i F-5 Tiger, il DDPS ha nuovamente reinterpretato la volontà del Parlamento e quindi, in ultima analisi, quella del popolo. La decisione presa a suo tempo di continuare ad operare con la Patrouille Suisse fino all'entrata in servizio di un aereo da combattimento sostitutivo è stata improvvisamente sostituita dalla data di scadenza del 2027. Dal punto di vista dell'ASM, ciò è inaccettabile: I rappresentanti eletti dal popolo decidono e l'amministrazione federale, cioè il DDPS, esegue.

Inoltre, sullo sfondo della guerra in Ucraina, questo sarebbe un altro segnale discutibile che la Svizzera invierebbe alla comunità europea degli Stati, che sta riarmando senza eccezioni e non certo riducendo le proprie risorse militari. Gli esercizi di pura politica finanziaria con scarso effetto di risparmio non sono quindi all'altezza della situazione. È quindi importante evitare che la flotta di F-5 Tiger venga smantellata per le ragioni sopra citate.

Colonnello SMG Stefan Holenstein, Presidente ASM

Nam sulla rete
www.revue-nam.ch



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

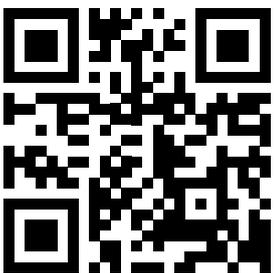
Nam - NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin et des milliers d'exemplaires en Suisse alémanique
ET DANS TOUTES LES ÉCOLES MILITAIRES

Info, abonnements et changements d'adresse:

Nam, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Tél.: 024 426 09 39 ou info@revue-nam.ch



Nam
sur
INTERNET

www.revue-nam.ch

Votre annonce...

...une bonne adresse: les pages de publicité de Nam

Renseignements, délais de remise des annonces en page 5

Bulletin d'abonnement dans ce numéro ou
à commander par courriel: info@revue-nam.ch

CAVES DU CHÂTEAU D'AUVERNIER
DEPUIS 1603

UNE HISTOIRE DE PLUS DE 400 ANS...

CAVES DU CHÂTEAU D'AUVERNIER - 2012 AUVERNIER - SUISSE
WINE@CHATEAU-AUVERNIER.CH